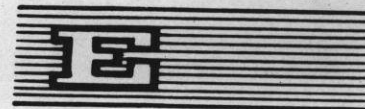




NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.: GENERAL

E/ECA/CM.16/16
Mars 1990

Original: FRANCAIS
ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR
L'AFRIQUE

Onzième réunion du Comité Technique
préparatoire plénier

Tripoli, La Jamahiriya Arabe
Libyenne
5 - 12 Mai 1990

COMMISSION ECONOMIQUE POUR
L'AFRIQUE

Vingt Cinquième session de la
Commission/Seizième réunion
de la Conférence des
Ministres

Tripoli, La Jamahiriya Arabe
Libyenne
15 - 19 Mai 1990

NEUVIEME RAPPORT INTERIMAIRE CONJOINT DE L'OUA, DE LA CEA ET DE
L'ONUDI SUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE LA DECENNIE DU
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE*

* Traduction d'un document n'ayant fait l'objet d'aucune mise au point rédactionnelle.

Objet : GÉNÉRAL

ÉVALUATION 1970
mars 1990

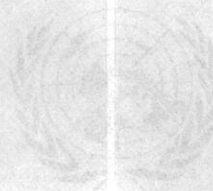
FRANÇAIS

ANGLAIS

Original

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

NATIONS UNIES



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR
L'AFRIQUE

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR
L'AFRIQUE

vingt-cinquième session de la
Commission Économique pour
l'Afrique de la Conférence des
Ministres

vingt-cinquième session de la
Commission Économique pour
l'Afrique de la Conférence des
Ministres

Tripoli, Libye
12 - 13 mai 1990

Tripoli, Libye
12 - 13 mai 1990

RENDRE RAPPORT INTÉRIEUR CONJOINT DE L'OUA, DE L'CEA ET DE
L'UNION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE LA DÉVELOPPEMENT
INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE

* Traduction d'un document n'ayant fait l'objet d'aucune mise au
point rédactionnelle.

Introduction

1. Ce neuvième rapport intérimaire conjoint sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA) poursuit un double objectif. Dans sa première partie, il fait le point de la situation en ce qui concerne la mise en oeuvre de la première Décennie en cours, en mettant en relief les principaux événements survenus depuis la parution du huitième rapport intérimaire conjoint. La partie II rend compte des préparatifs entrepris en vue d'une deuxième Décennie.

PREMIERE PARTIE

RAPPORT INTERIMAIRE SUR LA PREMIERE DECENNIE

2. La première partie du rapport suit un plan analogue à celui du huitième rapport intérimaire conjoint sur la DDIA et donc à celui qu'a recommandé la Conférence des Ministres africains de l'industrie à sa huitième session, tenue à Bujumbura (Burundi) en Septembre 1986.

3. Ce plan correspond également à celui des rapports annuels présentés conjointement à l'Assemblée générale des Nations Unies par le Secrétaire exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et par le Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

4. La première partie du rapport fait le point de la situation en ce qui concerne la mise en oeuvre du programme de la Décennie et traite principalement des activités menées en 1989 et au début de 1990 par les Secrétariats de la CEA, de l'ONUDI et de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Elle est subdivisée en quatre grandes sections: la première est consacrée à la coopération intersecrétariats, qui vise à accélérer l'exécution du programme de la Décennie et à rapprocher ses objectifs des priorités du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990 et du Mémorandum africain pour le développement industriel de l'Afrique; la section II a trait aux activités d'appui au programme de la Décennie, au Programme d'action et au Mémorandum africain pour le développement industriel de l'Afrique, l'accent étant mis sur les programmes et projets exécutés aux niveaux national, multinational, sous-régional et régional.

5. Le rapport ne contient pas de renseignement sur les mesures prises par les Etats membres puisque ceux-ci ont fourni des informations à ce sujet à la neuvième réunion de la Conférence des Ministres africains de l'industrie et à la Réunion

intergouvernementale plénière d'experts sur l'industrialisation de l'Afrique qui l'a précédée, réunions qui ont eu lieu à Harare (Zimbabwe) du 22 au 26 Mai et du 29 Mai au 1er Juin 1989, respectivement, ainsi qu'à la troisième Conférence générale de l'ONUDI, qui s'est tenue à Vienne (Autriche) du 20 au 24 Novembre 1989.

6. La section III met en lumière les effets des projets exécutés dans le cadre du programme de la Décennie et analyse les obstacles rencontrés.

7. Enfin, on trouvera dans la section IV des propositions visant à accélérer l'exécution du programme de la DDIA.

SECTION I

COOPERATION-INTERSECRETARIATS

8. Les trois secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI ont intensifié leur coopération pendant la période considérée dans le cadre des efforts faits pour donner effet aux décisions des différents organes délibérants et de la neuvième Conférence des Ministres africains de l'industrie.

9. Les secrétariats ont poursuivi leur collaboration en vue de l'évaluation à mi-parcours du programme de La DDIA jusqu'à l'achèvement du rapport relatif à cette évaluation. Celui-ci a été présenté à la neuvième réunion de la Conférence des Ministres africains de l'industrie. Les secrétariats avaient formulé des observations communes sur le projet de rapport et donné des directives à l'équipe chargée de l'évaluation. Le Comité directeur mixte composé de membres des secrétariats de l'OUA, de la CEA, de l'ONUDI et du PNUD a tenu sa deuxième réunion à Vienne (Autriche) du 10 au 13 Janvier 1989 et une troisième réunion toujours à Vienne, du 6 au 10 Mars 1989. Lors de ces réunions, le Comité a examiné le rapport d'évaluation complet avant que celui-ci ne reçoive sa forme définitive.

10. En vue d'intensifier leur coopération, chacun des secrétariats a participé aux réunions des organes délibérants des deux autres organisations. Les trois secrétariats ont préparé ensemble ces réunions et y ont présenté des exposés sur des questions concernant la DDIA. Ils ont assuré les préparatifs et le secrétariat de la neuvième réunion de la Conférence des Ministres africains de l'industrie qui s'est tenue à Harare (Zimbabwe) ainsi que de la Réunion intergouvernementale plénière d'experts sur l'industrialisation de l'Afrique qui l'a précédée.

11. Par la suite, les trois secrétariats ont tenu des consultations à une réunion spéciale, tenue à Vienne en Septembre 1989, sur l'application des décisions de la neuvième réunion de la Conférence des Ministres africains de l'industrie, et en particulier, de la résolution 2(IX) relative à la proclamation d'une deuxième DDIA. Au cours de cette réunion, ils ont réparti les tâches et les responsabilités en ce qui concerne les préparatifs d'une seconde Décennie et calculé les crédits nécessaires à cet effet. Les trois secrétariats ont tenu des consultations sur la dixième réunion du Comité mixte intersecrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI sur la DDIA, qui doit se tenir à Addis Abéba (Ethiopie) en Mars 1990.

12. Comme par le passé, on a prêté une attention particulière à la nécessité de réorienter les activités relatives à la DDIA conformément aux priorités définies dans le programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990 et dans le Mémoire africain sur le développement industriel de l'Afrique. Dans le cadre des approches et des activités nouvelles visant à appuyer l'industrialisation de la région, la CEA et l'ONUDI ont organisé et exécuté des missions et des études conjointes dans des domaines prioritaires comme la modernisation et le développement des agro-industries et des industries liées à l'agriculture. Le principe des engrais et pesticides, des machines, matériels et instruments agricoles et de l'énergie a été appliqué de manière systématique et coordonnée. Ainsi la CEA a participé aux activités de l'ONUDI visant à appliquer l'approche par programme au système industriel agro-alimentaire africain (AFIS).

13. Comme dans le passé, les secrétariats ont aussi coopéré activement à la préparation des réunions du Comité directeur permanent de l'OUA, de l'équipe inter-organisations des Nations Unies chargée de suivre la mise en oeuvre du Programme d'action ainsi que du Comité directeur de l'ONU chargé du Programme d'action, auxquelles ils ont également participé. Ils ont contribué à l'établissement du rapport du Secrétaire général de l'ONU, ainsi que de la documentation présentée par l'Afrique à la réunion du Comité ad hoc plénier de l'Assemblée Générale chargée d'examiner et d'évaluer le programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990.

14. Pour donner suite aux résolutions pertinentes de l'Assemblée Générale des Nations Unies et du Conseil économique et social, l'ONUDI a présenté deux documents à la réunion de l'équipe inter-organisations des Nations Unies chargée de suivre la mise en oeuvre du Programme d'action qui s'est tenue au Caire (Egypte) du 19 au 15 Janvier 1990. Ces documents proposaient notamment des mesures propres à accélérer l'exécution du Programme d'action

dans les domaines du traitement alimentaire et de la modernisation industrielle en Afrique.

15. La promotion et l'exécution du programme de la Décennie ont continué à être facilitées par les activités dans la région des directeurs de pays et des administrateurs auxiliaires de l'ONUDI. A cet égard, et pour donner satisfaction aux dirigeants et aux décideurs africains qui ont demandé à l'ONUDI et au PNUD d'accroître le nombre des directeurs de pays et des administrateurs auxiliaires affectés en Afrique, l'ONUDI est en train de réexaminer les ressources financières dont elle dispose de façon à porter à 40% la part de l'Afrique dans le programme total des directeurs de pays et à augmenter l'efficacité de ce programme en Afrique. De plus, neuf nouveaux administrateurs auxiliaires sont entrés en fonctions en Afrique en 1989, ce qui porte à 31 leur nombre total dans la région.

SECTION II

ACTIVITES D'APPUI AU PROGRAMME DE LA DECENNIE

16. En plus des activités conjointes décrites ci-dessus, les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI ont continué à réajuster et à réorienter le programme selon les indications données dans leurs différents programmes de travail, budgets-programmes et autres documents directifs. Comme par le passé, ils se sont attachés en premier lieu à observer l'ordre de priorité établi pour la Décennie, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et le Mémorandum africain sur le développement industriel de l'Afrique, ainsi qu'à augmenter l'impact de ces programmes.

17. Comme les années précédentes, la priorité absolue a été donnée aux efforts pour parvenir à l'autosuffisance en matière de production alimentaire et au renforcement ou à la création d'industries motrices et de liens structurels solides entre l'agriculture et l'industrie par le biais de la fourniture d'outillage agricole, d'engrais et de pesticides et grâce à la transformation des produits agricoles alimentaires et autres.

18. Comme ces efforts doivent être poursuivis, la troisième Conférence générale de l'ONUDI a décidé d'ouvrir dans le budget ordinaire de 1990-1991 un crédit de 8,6 millions de dollars au titre du programme de la Décennie, dont 883900 dollars seront consacrés à la préparation d'un programme pour la deuxième Décennie.

19. L'ONUDI a redoublé d'efforts pour mobiliser des ressources supplémentaires pour La DDIA et d'autres programmes spéciaux concernant la région, notamment en adoptant une approche par programmes de développement intégrés et en apportant un soin particulier à l'identification et à la préparation des projets présentés aux donateurs de contributions spéciales. Ainsi, des programmes d'assistance technique s'élevant à 15 245 974 dollars et intéressant en particulier le secteur du cuir et des articles en cuir, l'industrie alimentaire et les agro-industries, la modernisation industrielle et la formation ont été élaborés pour faire l'objet d'une promotion dynamique auprès des donateurs potentiels.

20. L'approche par programmes intégrés a permis de dynamiser la Décennie et le Programme d'action, d'améliorer l'impact et la qualité de l'appui que l'ONUDI apporte à ces programmes et d'accroître le volume de l'assistance de l'Organisation à l'Afrique dans son ensemble.

21. On trouvera ci-après des exemples des activités d'appui à la Décennie que le Secrétariat a entreprises en 1989. Il ne s'agit pas seulement d'activités financées au moyen du crédit spécial ouvert pour la Décennie, mais aussi d'activités contribuant à la réalisation des objectifs de la Décennie, du Programme d'action ou du Mémorandum africain sur le développement industriel de l'Afrique. Pour plus de précision, le lecteur se reportera au Rapport annuel du Secrétaire exécutif de la CEA pour 1989 et au Rapport annuel du Directeur général de l'ONUDI pour 1989.

A. Appui direct aux sous-secteurs industriels

22. Conformément aux priorités fixées dans le programme de la DDIA, dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, et dans le Mémorandum africain sur le développement industriel de l'Afrique, la réalisation de l'autosuffisance alimentaire, grâce à l'augmentation de la production alimentaire et à la réduction des pertes et gaspillages alimentaires, a continué à bénéficier de la priorité la plus élevée. L'accent a été mis sur la modernisation et l'expansion des usines de traitement alimentaire, le progrès technologique en matière de traitement industriel des produits alimentaires et l'amélioration de la qualité de la production. La CEA a poursuivi ses activités de promotion des agro-industries. Une publication technique, sur la R-D en matière de production et d'utilisation en Afrique de la farines mélangées a été établie et distribuée aux Etats membres.

23. D'autres activités visaient à améliorer sur les plans technique et économique des installations de traitement alimentaire existantes, voire à les moderniser. On peut citer à cet égard un programme de réhabilitation de l'industrie sucrière

auquel participent à l'heure actuelle 12 pays (Angola, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Kenya, Mozambique, Nigéria, Sénégal, Somalie, Togo et Zaïre), et qui vise, après recensement et évaluation des raffineries de sucre, à formuler et à exécuter des projets de modernisation adaptés. Puisque l'ONUDI doit programmer ses opérations dans certains sous-secteurs de l'industrie alimentaire en vue de leur financement par le FDI, les grandes lignes d'un programme de développement des activités de transformation de la noix de coco ont été mises au point. Ce programme englobe les opérations de traitement de la noix de coco à petite échelle et à l'échelle industrielle, ainsi que des activités visant à élargir la gamme de production et les marchés pour les produits alimentaires et autres, traditionnels ou non traditionnels, à base de noix de coco. Conformément à l'approche par programmes, des services consultatifs spéciaux ont été fournis aux autorités gouvernementales intéressées pour définir et formuler des projets de développement de l'industrie alimentaire qui bénéficient d'une priorité au niveau national et exigent une coopération internationale et notamment des projets d'investissement. C'est ainsi qu'au Zaïre, un centre national de développement de l'industrie alimentaire a été créé et est en cours d'agrandissement. Un centre de ce type a commencé à fonctionner en Egypte.

24. L'Angola et le Mozambique ont bénéficié d'une assistance pour utiliser au mieux la capacité installée d'une fabrique de levure de boulanger, d'une minoterie et de boulangeries et pour améliorer le taux d'utilisation de la capacité d'autres infrastructures industrielles du même sous-secteur. Des services consultatifs ont été fournis au gouvernement congolais à l'occasion de la création de deux petites unités de production d'aliments pour bébés et de traitement du miel.

25. Un projet pilote visant à faire participer les femmes aux activités de traitement des fruits et légumes produits sur place a démarré au Sénégal, l'objectif final étant d'augmenter la valeur ajoutée à ces produits et d'améliorer leur commercialisation. Le gouvernement mauricien a bénéficié de conseils pour la production de cigares destinés à l'exportation.

26. Comme partout ailleurs dans le monde, l'utilisation optimale des matières premières agricoles a joué un grand rôle dans les activités de l'ONUDI, de même que la revalorisation des sous-produits et résidus agro-industriels.

27. Grâce aux contributions annoncées l'an dernier par plusieurs pays donateurs, les activités relevant du programme régional d'amélioration des cuirs et peaux, tannés ou non, et des articles en cuir, qui englobe huit projets de pays connexes (Ethiopie, Kenya, Malawi, République-Unie de Tanzanie, Somalie, Soudan, Zambie et Zimbabwe), ont démarré en Afrique de l'Est, le siège

régional du programme se trouvant au Centre de développement du cuir de Nairobi (Kenya). Un élément lié à la participation des femmes au développement des industries concernées par le programme a été intégré dans ce dernier. Des enquêtes ont été menées dans plusieurs pays en vue de déterminer des cibles appropriées pour le programme complémentaire de réhabilitation des tanneries orienté sur le matériel dont l'achat était en cours.

28. La CEA a effectué deux études sur le développement des industries de la pâte à papier et du papier dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Ces études, qui ont été présentées à la neuvième réunion de la Conférence des Ministres africains de l'industries, portaient sur les projets et les perspectives de rationalisation et de développement de l'industrie de la pâte à papier et du papier en Afrique et comprenaient des propositions concernant l'amélioration, voir l'expansion, des installations existantes, et éventuellement la création de nouvelles installations.

29. La nouvelle politique d'assistance à l'industrie privée s'est avérée particulièrement justifiée dans le cas d'une entreprise privée de la République arabe d'Egypte qui s'est mise à produire des chaussures exportables dans le cadre d'un contrat de sous-traitance passé grâce à l'ONUDI avec un fabricant de chaussures de renommée internationale.

30. Compte tenu de l'importance croissante des questions d'environnement, l'assistance technique fournie à l'industrie de la tannerie a toujours compris des mesures de prévention de la pollution. Au Burkina Faso, un projet de contrôle de la pollution dans l'industrie de la tannerie et d'amélioration du "programme atelier" a été inauguré. Une assistance a été fournie pour le traitement des déchets des tanneries et la fabrication d'articles en cuir et un programme régional de formation au traitement du cuir et à l'entretien du matériel a été organisé à l'étranger. Au Kenya, une tannerie pilote complète comprenant un laboratoire, une unité de traitement des eaux usées et une fabrique d'articles en cuir a été créée et la main-d'oeuvre locale a reçu une formation sur place et à l'étranger. Ces installations servent désormais de base pour les activités sous-régionales et les projets nationaux connexes dans ce sous-secteur.

31. Des projets analogues ont été exécutés au Malawi, où une tannerie mécanisée de taille moyenne a été créée, et au Mozambique, où une tannerie rurale semi-mécanisée a été installée à Tete et où l'atelier de fabrication de chaussures a été modernisé. Un séminaire visant à moderniser l'industrie de la chaussure et à améliorer les capacités techniques de quelques fabriques de chaussures s'est tenu en juin 1989 en Egypte. Une petite fabrique de chaussures, Abbouda, a été sélectionnée et

l'essentiel de l'assistance a été fourni par le biais d'un contrat de sous-traitance accordé à la société Bally (Suisse). A l'issue du projet, un séminaire a été organisé pour en présenter les résultats à l'Association des industries égyptiennes du cuir et de la chaussure. Le projet est désormais opérationnel et la Société Abbouda fonctionne sous licence Bally.

32. En Ethiopie, l'assistance de l'ONUDI s'est traduite par des contrats de sous-traitance visant à évaluer les plans des installations de traitement des eaux usées de deux tanneries et à proposer les modifications nécessaires. L'équipe envoyée par le sous-traitant s'est rendue dans le pays au début de Janvier 1990 et ses conclusions permettront de mettre au point des activités de suivi.

33. Une assistance analogue a été accordée à l'Institut de recherche sur le cuir du Nigéria. En Tanzanie, l'assistance a permis l'implantation à Isanga (Mbeya) d'une fabrique d'articles en cuir dirigée par un groupe de femmes. Deux projets régionaux ont également été lancés, le premier couvrant huit pays d'Afrique de l'Est (Ethiopie, Kenya, Malawi, Somalie, Soudan, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) et visant à améliorer les cuirs et peaux, tannés, et les articles en cuir produits par ces pays.

34. Dans le cadre d'un deuxième projet régional intéressant sept pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale (Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Mali, Niger, Rwanda et Sénégal), un nouveau diagnostic centré sur les usines en difficulté et sur la formation au traitement et au tannage des cuirs et peaux a été établi.

35. En ce qui concerne les industries mécaniques, les activités de coopération technique de l'ONUDI en Afrique ont été centrées sur: le développement rural grâce à l'intégration des instruments aratoires et du matériel agricole dans le sous-secteur des métaux; l'application de la technologie appropriée à l'industrie; les nouvelles techniques dans le secteur des machines-outils, la fabrication de pièces détachées pour le secteur des transports et la mise au point de matériel pour le secteur de l'énergie.

36. Les activités de coopération technique ont été complétées par des services consultatifs techniques et d'autres activités menées aux niveaux national, sous-régional et régional, y compris la coopération industrielle inter-africaine. Pour renforcer l'impact du programme de La DDIA, on a adopté une approche par programmes intégrés pour identifier, formuler et promouvoir des projets portant sur certaines industries mécaniques, ceci afin de poser les fondements du futur programme pour l'exercice biennal 1990-1991. Une attention particulière a été portée aux PMA dans la mesure où la plupart d'entre eux sont aussi frappés par la sécheresse ou victimes de catastrophes naturelles. Dans ces pays,

il fallait favoriser le développement agricole et aider les industries mécaniques pour soutenir la production alimentaire et d'autres activités productives liées à l'agriculture.

37. L'ONUDI a redoublé d'efforts pour développer le secteur des machines agricoles en Afrique. Comme par le passé, elle a cherché avant tout à développer et à promouvoir les petites et moyennes industries utilisant les matières premières disponibles sur place et la formation aux techniques industrielles et mécaniques. Une attention particulière a été accordée aux problèmes liés à la mise au point et à la diffusion de technologies de traitement alimentaire appropriées destinées aux femmes rurales et des recherches ont été effectuées sur cette question. Des journées d'étude commune visant à promouvoir la coopération entre entreprises de pays industrialisés et de pays en développement ont été organisées.

38. Dans ce sous-secteur, on a cherché à mettre en oeuvre une approche intégrée du développement agricole en soutenant la production locale d'outils, d'instruments et de matériel agricoles et en favorisant l'établissement de relations saines entre l'agriculture et l'industrie. Les problèmes que posent la maintenance et la réparation des machines agricoles sur place et l'insuffisance des moyens de transport à cette fin demeurent une préoccupation majeure en Afrique. On a donc été amené à renforcer les petits ateliers, qui jouent un rôle clef en matière de maintenance et de réparation ainsi que la fabrication de pièces détachées et à diversifier les capacités de production de façon à inclure des produits supplémentaires, comme les pompes à main pour l'approvisionnement en eau et les silos, qui jouent un rôle particulièrement important dans les communautés rurales.

39. Un projet visant à renforcer le Centre de mécanisation agricole et de technologie rurale en République-Unie de Tanzanie et un autre projet auquel participe la Société industrielle sahélienne de mécanique, de matériel agricole et de représentation au Sénégal témoignent de cette préoccupation. Ce dernier projet visait à mettre au point et à fabriquer une machine à décortiquer les arachides adaptée aux conditions qui prévalent dans la région sahélienne. L'ONUDI a également contribué à la mise en place du Réseau régional pour les machines agricoles, fourni une aide au Centre régional africain de conception et de fabrication techniques (CRACFT) et coopéré avec les institutions et les organisations intéressées du système des Nations Unies. Une étude initiale sur la fabrication d'outils et d'instruments aratoires et de machines agricoles a été réalisée pour l'usine de machines agricoles de Soroti (Ouganda). Cette étude devrait conduire à la mise au point d'un grand projet en coopération avec le Fond d'équipement des Nations Unies. Le problème le plus aigu qui se pose à de nombreux pays en développement est celui de la maintenance, de la réparation et de

la production de pièces détachées pour les outils et machines agricoles. Au Burkina Faso, un projet a été réalisé qui a permis de créer trois ateliers indépendants, de réparation et de fabrication de pièces détachées pour tracteurs et diverses machines agricoles.

40. L'aide de l'ONUDI est également allée aux institutions existantes. Sur la base d'un projet d'assistance préparatoire, un projet à grande échelle a été approuvé pour le Kenya où il s'agit de renforcer les capacités techniques de l'Institut kenyan de recherche et de développement industriels, et de fournir des entreprises industrielles publiques et privées, des services techniques sous forme d'études et de production de prototypes, d'installations techniques communes et de formation spécialisée.

41. Toutes les activités d'assistance technique ont continué à mettre l'accent sur la réparation, la maintenance et les activités de formation. En Angola, à Madagascar, au Sénégal et au Togo par exemple, des centres et des ateliers de maintenance et de réparation ont été créés pour aider les industries locales à entretenir leur matériel de production grâce à des programmes de maintenance et à la production locale de pièces détachées.

42. La CEA a intensifié ses activités de promotion du développement industriel des pays africains. Elle a rédigé et distribué un rapport sous-régional en quatre volumes sur les industries mécaniques des pays de la ZEP. Par la suite, quatre rapports de préféabilité types, portant respectivement sur les machines et le matériel agricoles, et sur les tracteurs, les véhicules de transport routier à moteur bon marché, les machines outils et les pièces détachées, ont été établis et distribués. Ils ont été présentés à la neuvième réunion du comité sur la coopération industrielle des pays de la ZEP tenue en Octobre 1989 à Lusaka (Zambie). Les rapports de préféabilité types visent à fournir aux Etats membres des données et des renseignements techniques ou économiques sous une forme utilisable et à faciliter la prise de décisions en ce qui concerne les activités de suivi liées aux industries concernées.

43. Conformément à la priorité accordée aux intrants agricoles dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, des journées d'étude sur la fabrication des machines et du matériel agricole dans les pays d'Afrique du Nord et un voyage d'étude sur le même thème ont été organisés. Une attention particulière a été prêtée à l'utilisation correcte et à l'amélioration de la capacité de maintenance du matériel agricole.

44. Dans le sous-secteur des machines outils et du travail de métaux, les principales activités ont eu trait au fonctionnement des usines et au renforcement des capacités institutionnelles

techniques nationales. L'utilisation accrue de machines outils a permis d'augmenter la productivité et d'améliorer la qualité de la production.

45. En ce qui concerne l'infrastructure institutionnelle technique, la création du Centre éthiopien d'études techniques et d'outillage, qui comprend un département de génie civil, est en bonne voie. L'introduction des procédés CAO/FAO a permis d'améliorer encore la qualité et la durée d'utilisation de certains outils, comme les moules et les matrices, et d'augmenter la productivité d'industries situées en Tunisie. Des centres et des ateliers de maintenance et de réparation ont été créés en Angola, à Madagascar, au Sénégal et au Togo pour aider les industries locales à entretenir leur matériel de production grâce à des programmes de maintenance et à la fabrication sur place de pièces détachées.

46. Dans le secteur de l'électricité, de l'électronique et des technologies de pointe, l'exécution de projets concernant les technologies de pointe, notamment dans le secteur des machines et du matériel électriques et électroniques, a bien avancé. Dans le sous-secteur de l'électricité, des projets portant sur la mise au point de produits, la technologie du vide et les fusibles à haut pouvoir de coupure ont été entrepris en Egypte. De nouveaux projets de coopération technique dans le domaine de l'électronique exécutés en Egypte, ont porté sur l'utilisation de la micro-électronique dans les procédés de fabrication, l'acquisition de données informatisées et les systèmes d'automatisme industriel en chaîne ouverte.

47. Dans le secteur du matériel de transport, le groupe de travail technique mixte FAO/ONUDI sur le développement des pêches a exécuté des programmes concertés ou communs. Un accord entre l'OMI et l'ONUDI a conduit à l'exécution de programmes communs pour le développement de la construction de bateaux de pêche et du génie maritime, et l'élaboration de règles de sécurité pour les cargos et les bateaux de pêche. Des sessions de travail OIT/ONUDI sur la formation du personnel employé dans les transports maritimes et la construction navale ont été organisées. Des programmes ou projets communs ont été réalisés avec l'Union des chemins de fer africains et d'autres associations d'ingénieurs.

48. Dans le domaine des technologies énergétiques, les activités de l'ONUDI ont continué à embrasser à la fois les sources d'énergie traditionnelles et les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. En ce qui concerne les énergies traditionnelles, l'accent a été mis sur le rendement énergétique industriel, les mesures d'économie de l'énergie et l'équipement correspondant. Un projet concernant la fabrication et l'essai de turbines éoliennes produisant de l'électricité à grande échelle a été entrepris en

Egypte. Un projet portant sur la création de petites et de mini-centrales hydro-électriques a été lancé à Sao Tomé-et-Principe. La. Qu'il s'agisse des énergies traditionnelles ou des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, l'accent a été mis sur la fabrication et l'assemblage sur place d'éléments. En Egypte, des éléments de prototypes de turbines éoliennes produisant de l'électricité ont été fabriqués et seront essayés sur une grande échelle.

49. Dans le secteur de l'emballage, l'ONUDI a fourni une assistance aux industries de transformation des matériaux d'emballage, ainsi qu'aux industries fabriquant ou utilisant des matériaux d'emballage. En tant qu'agence associée, l'ONUDI a participé, en coopération avec le Centre CNUCED/GATT du commerce international, à l'exécution en Tunisie d'un projet visant à améliorer et à normaliser la qualité des matériaux d'emballage pour l'exportation.

50. Les activités d'assistance technique ont notamment porté sur la création et le renforcement des capacités de recherche-développement en matière d'emballage. On a créé à cet effet des centres ou des antennes d'emballage nationaux et offert une assistance locale en matière de technologie et de contrôle de qualité aux fabricants et aux utilisateurs intéressés. La Tunisie a bénéficié de ce type d'assistance dans le cadre de projets opérationnels.

51. Dans l'industrie métallurgique, l'assistance de l'ONUDI est restée axée sur l'introduction et l'adaptation de nouvelles technologies qui permettent de rationaliser la production, d'améliorer la qualité du produit, de gérer les ressources matérielles et énergétiques et de trouver des solutions à certains problèmes pressants en matière d'environnement grâce à une utilisation accrue des déchets. L'accent a été mis sur l'application de technologies nouvelles et de pointe. En Egypte, l'introduction de nouvelles technologies pour la production des nouveaux aciers dans des convertisseurs à soufflage d'oxygène a permis de réduire les déchets et d'économiser de l'énergie. Les projets visant à transférer les technologies et à réhabiliter, à restructurer et à moderniser les unités de production existantes ont bénéficié d'un appui. Les activités liées à la création de petites usines métallurgiques, des mini-acières, par exemple, utilisant du charbon de qualité inférieure ou non cokéifiable, comme l'usine pilote et de démonstration de fer spongieux installée en Zambie, se sont multipliées.

52. La CEA a préparé une publication technique sur la situation et les perspectives en matière de production de produits plats en acier en Afrique, en vue de promouvoir la production d'une gamme d'intrants essentiels pour les industries mécaniques. Un rapport a également été établi sur les problèmes et les perspectives de

la politique de coopération intra-africaine dans le domaine de la métallurgie pour le "Colloque international sur le thème: Problèmes et perspectives de l'industrie minière en Afrique", qui a eu lieu du 12 au 14 Septembre 1989 à Paris.

53. L'ONUDI a aidé les pays de la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) à mettre au point un programme de modernisation des usines sidérurgiques et des lamineries. Elle a envoyé des consultants en Angola, en Ethiopie, à Maurice, en Mozambique et en République-Unie de Tanzanie pour améliorer les techniques de travail des métaux. Afin de promouvoir la CTPD, un autre projet régional africain a été axé sur l'assistance technique à une aciérie de la région de la ZEP, la Rolmill Kenya Ltd., et sur l'amélioration des capacités, de la gestion et de l'exploitation technologiques grâce à la fourniture par la Zimbabwe Iron and Steel Company (ZISCOSTEEL) d'expertise, de matériel et de programmes de formation en cours d'emploi. La ZISCOSTEEL a pu, à son tour, avec l'assistance technique du PNUD/ONUDI, renforcer son rôle en tant que principale aciérie de la sous-région.

54. En Algérie, un projet d'automatisation industrielle à grande échelle est devenu opérationnel.

55. On a encouragé la production en République-Unie de Tanzanie de pièces détachées destinées aux pays de la ZEP en fournissant une assistance technique pour la réalisation d'analyses métallurgiques/métallographiques, chimiques et dimensionnelles des pièces métalliques, de façon à fournir aux consommateurs des fiches techniques et des plans complets et à inciter le secteur privé à mettre au point des systèmes analogues. D'importants projets proposant la mise en place d'une industrie sidérurgique à grande échelle, la réalisation d'études de marché et la formulation de recommandations détaillées en vue de la création de fonderies ont été exécutés en Ethiopie. La coopération avec le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques (CRACFT) s'est poursuivie sous forme d'un atelier commun sur les industries métallurgiques motrices qui s'est tenu en Hongrie en Octobre 1989.

56. L'atelier susmentionné était le cinquième de ce genre. Les participants, au nombre de 24, venaient des pays en développement africains suivants: Algérie, Bénin, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Ghana, Libye, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Sierra Léone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zaïre et Zambie, et comprenaient aussi deux directeurs opérationnels de la CRACFT. L'accent a été mis sur la fabrication de machines, de matériel et d'outils pour les agro-industries, la réparation et la maintenance préventive, la production à petite échelle, la fabrication de structures légères, la fabrication de pièces détachées, le moulage par enrobage et d'autres opérations de

fonderie. Il a été décidé que les futurs programmes, qui ne sont pas encore mis au point, devraient comprendre une formation plus spécialisée, qui serait organisée avec l'aide de la Hongrie, dans des domaines intéressant particulièrement les techniciens et les ingénieurs des industries métallurgiques et mécaniques motrices.

57. La CEA a continué à fournir un appui technique à la CRACFT en préparant et en dirigeant des séminaires et des voyages d'étude, ainsi que des stages de formation au siège du Centre, à Ibadan (Nigéria), et en participant à l'achat d'outils, de machines et de matériel pour différents ateliers.

58. L'ONUDI a organisé des journées d'étude consacrées à la mise en place d'un Centre de technologie de la métallurgie pour les pays de la ZEP. Outre des experts de ces trois pays, les journées d'étude, tenues à Lusaka en Octobre 1989, ont été suivies par des experts du Comité directeur de la ZEP pour le secteur métallurgique, qui comprend des représentants du Zimbabwe, de la Zambie, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de la CEA, ainsi que des fonctionnaires de l'ONUDI et de la ZEP. Ces journées ont permis de mettre au point un programme échelonné en vue de la création au Zimbabwe d'un Centre de technologie métallurgique qui regrouperait tous les centres de ce type que compte déjà la région. Ce Centre viserait à développer de manière autonome le savoir-faire métallurgique dans la région de la ZEP. L'ONUDI s'est inspirée de l'expérience qu'elle a acquise en Inde, en Egypte et au Nigéria, où elle a déjà contribué à l'établissement de ce genre de centres.

59. Un groupe directeur de haut niveau composé de représentants de quelques pays de la ZEP et du Centre de technologie de la métallurgie égyptien ont élaboré, avec l'assistance préalable du PNUD/ONUDI, un programme de cinq ans en vue de la création d'un centre régional de technologie métallurgique. Il a également planifié les activités relatives à la création d'un Centre national de développement métallurgique au Nigéria.

60. L'assistance prêtée par l'ONUDI aux pays de la ZEP a aussi porté sur la création et la rationalisation de petites usines sidérurgiques et sur l'établissement d'un plan d'action pour la réhabilitation d'usines sidérurgiques et d'aciéries dans la sous-région.

61. L'ONUDI a poursuivi l'exécution de son programme multinational de systèmes informatisés de maintenance pour les industries métallurgiques et autres, qui comprend l'organisation d'ateliers et de stages de formation.

62. Au Zimbabwe, l'ONUDI a continué à fournir une assistance à ZISCOSTEEL en ce qui concerne l'amélioration du contrôle de la qualité des produits métallurgiques et la modernisation de

l'équipement électrique, automatique et technique de son laminoir à barres.

63. Dans le cadre d'un projet de l'ONUDI, une équipe d'experts de ZISCOSTEEL a évalué les industries métallurgiques de l'Angola, de l'Ethiopie, du Mozambique et a proposé une assistance opérationnelle technique concrète.

64. En 1988/89, l'ONUDI a entrepris des missions consultatives techniques à court terme, qui ont identifié des projets potentiels concernant les industries mécaniques, l'introduction de systèmes informatisés de maintenance dans l'industrie de la fonderie et autres usines métallurgiques, la création d'usines pilotes et de démonstration pour la production de fer spongieux et d'autres activités relatives à la création de mini-aciéries. Ces missions se sont rendues dans les pays suivants: Botswana, Burundi, Ethiopie, Ghana, Kenya, Libéria, Malawi, Ouganda, Rwanda, Sierra Léone, Somali, Soudan, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

65. Pour ce qui est de l'industrie chimique, les activités de l'ONUDI ont continué à être marquées par l'attention spéciale apportée au matériel de construction et au secteur du bâtiment et des travaux publics. Des usines de ciment situées en Egypte, au Nigéria et en Jamahiriya arabe libyenne ont reçu une assistance technique et une assistance en matière de gestion pour pouvoir améliorer le taux d'utilisation de leurs capacités et fonctionner plus efficacement.

66. L'ONUDI a fourni un appui technique à l'industrie du ciment de certains pays de la ZEP au cours de brèves missions consultatives entreprises au titre d'un projet régional. En 1989, les activités de projet ont surtout porté sur l'amélioration de la maintenance à l'usine et sur la formation du personnel local. L'ONUDI a poursuivi ses efforts pour promouvoir le développement d'une petite industrie de la chaux dans plusieurs pays africains.

67. Des projets exécutés au Tchad et à Madagascar ont suscité un intérêt considérable dans le secteur du logement à prix modique pour les matériaux de construction fabriqués exclusivement à partir de matières premières locales, grâce à un équipement peu coûteux qui, à Madagascar, est produit actuellement sur place d'après les plans conçus dans le cadre du projet. Pour ces projets et pour d'autres, l'accent a été mis sur l'appui aux entrepreneurs privés.

68. La CEA a fait une place importante à la mise au point et à la diffusion des matériaux de construction locaux. On a fait l'étude d'un programme régional africain sur la recherche appliquée et le développement intéressant les matériaux de construction et le secteur du bâtiment et des travaux publics,

pour déterminer les possibilités d'avenir qui s'ouvriraient à la mise au point de matériaux de construction. Des missions d'étude et d'évaluation ont eu lieu dans certains pays africains et ont conduit à préparer le projet R/AF/87/016/A/01/51 relatif au développement des matériaux de construction et de l'industrie de la construction en Afrique, qui a été présenté au PNUD aux fins de financement.

69. S'agissant de l'industrie des engrais, l'ONUDI a prêté son assistance à la Mauritanie pour sa recherche sur la viabilité économique et technique de l'exploration des gîtes de roches phosphatées de Mauritanie.

70. L'ONUDI a continué à faire porter ses efforts sur l'assistance à la mise au point, la distribution et l'utilisation des engrais indispensables au développement de la production vivrière et agricole. L'Egypte a bénéficié d'une assistance très étendue pour la promotion de la production d'engrais NPK dans le pays.

71. L'ONUDI a entrepris une étude sur "le développement de l'industrie des engrais au Nigéria", qui a consisté principalement à passer en revue la demande d'engrais projetée et les mesures, plans et programmes concernant l'industrie des engrais adoptés par les pouvoirs publics. Des recommandations ainsi qu'un certain nombre de scénarios du développement de l'industrie des engrais ont été présentés au gouvernement qui, en retour, a demandé une étude de la commercialisation des engrais.

72. La Mauritanie aussi a bénéficié de conseils pour une étude de faisabilité portant sur l'implantation d'une usine de production d'acide phosphorique à partir de matières premières locales. Diverses solutions ont été proposées au gouvernement pour le développement de l'industrie mauritanienne des engrais phosphatés.

73. L'ONUDI a offert des services consultatifs au Gouvernement soudanais pour établir un bilan de l'usine soudanaise d'ammoniac et d'urée de N-Ren. Les conclusions de cette recherche ainsi que des propositions de l'ONUDI sur les divers moyens de revitaliser l'usine ont été présentées au gouvernement, pour examen.

74. Un projet ONUDI englobant tous les aspects de la création d'une usine de vaccins contre le tétanos, la première de son genre en Afrique, sera bientôt terminé au Cameroun. L'usine permettra au pays de produire 14,4 millions de doses d'anatoxine tétanique absorbées et de vaccins polyvalents diphtérie-coqueluche-tétanos adsorbés, conformément aux prescriptions de l'OMS. Pour donner suite à ce projet, il a été recommandé d'implanter une unité de production de vaccins contre les

infections bactériennes et d'émulsion anticoqueluche afin de remplacer les vaccins actuellement importés en masse.

75. L'ONUDI a lancé à Zanzibar un projet de réhabilitation de la distillerie d'huile de clou de girofle par la formation du personnel et la fourniture des pièces détachées indispensables. A la suite du renforcement du Centre national de recherches pharmaceutiques et grâce à l'usine pilote maintenant implantée à Madagascar, la culture locale de plantes médicinales et aromatiques s'est développée, ce qui a encouragé le PNUD à prolonger la durée du projet afin de permettre de nouveaux transferts des techniques de transformation de ces plantes.

76. Au Botswana, une machine à mouler des plateaux à oeufs faits de papier recyclé a commencé à fonctionner de façon satisfaisante. Au Myanmar, une usine de production de charge pour le papier a été implantée. Au Nigéria, un programme a été lancé pour réhabiliter une usine de pulpe et de papier.

77. En Tanzanie, le gouvernement a beaucoup apprécié les conseils techniques de l'ONUDI sur l'acquisition de savoir-faire prouvé en matière de production et de formulation de pesticides et sur le perfectionnement des mesures de lutte contre les effluents.

78. Un projet ONUDI d'assistance préparatoire destiné à aider les pays de la ZEP à mettre au point des machines à traiter les semences spécialement adaptées à la petite et à la moyenne exploitation a été mené à bonne fin. Une proposition de projet pour la phase suivante suit son cours.

79. La production de sous-produits de sels plus appréciés est maintenant un nouveau domaine d'activité de l'ONUDI dans l'industrie chimique de base. Des produits à base de potassium et de magnésium tirés de solutions salines sont à l'étude en Egypte. Un manuel sur la technologie de la culture d'oeufs d'artémia-biomasse utilisée comme nourriture dans les étangs piscicoles - a été établi et distribué dans les pays anglophones et sa version française est en préparation. On s'intéresse aussi depuis peu dans les pays en développement à l'exploitation des lacs salés locaux pour la production de sel et de soude du commerce (Djibouti).

80. Dans le sous-secteur de la petite industrie, la promotion et le développement des petites et moyennes industries (PMI) ont continué à occuper une place de premier plan. La coopération technique de l'ONUDI dans ce domaine a, comme par le passé, suivi une approche modulaire intégrée et globale à trois niveaux d'intervention: celui des politiques, celui des institutions et celui des entreprises. Une coopération technique de ce type, axée sur la création d'institutions, est destinée à faciliter le transfert de connaissances et à améliorer les capacités des

institutions locales chargées de la promotion des PMI afin de leur permettre d'offrir les services et les installations techniques dont ces entreprises ont besoin pour se développer et se moderniser. Au Mozambique, par exemple, la coopération technique a pris la forme d'un tout intégré fourni à trois niveaux: d'abord, celui de la création ou du renforcement d'institutions, pour renforcer la capacité de l'IDIL (Instituto Nacional de Desenvolvimento de Industria Local) afin qu'il puisse répondre aux besoins de la petite industrie; ensuite, celui de l'appui direct à l'entreprise, par la réhabilitation de 10 petites entreprises industrielles qui jouent le rôle de projets pilotes de démonstration, et enfin, celui de l'assistance touchant les politiques, par le biais d'une étude de la Banque mondiale sur les conditions des activités économiques, effectuée au titre d'un accord de sous-traitance inter-institutions; cette étude a permis de mettre en place un cadre directif comportant un ensemble de mesures concrètes pour le développement de la petite et moyenne industrie. Des institutions financières ont aussi reçu une assistance qui doit renforcer leur capacité à promouvoir les PMI.

81. La mise en place, le développement et la gestion des domaines industriels tiennent aussi une grande place dans la coopération technique apportée au titre du programme en faveur des PMI. La société Kenya Industrial Estates Ltd. a bénéficié d'une assistance technique dans ce domaine.

82. Les efforts de la CEA pour développer et promouvoir la petite industrie se sont intensifiés. Le concours prêté aux entrepreneurs africains dans ce domaine visait à en faire de meilleurs gestionnaires. Un portefeuille de profils de projets relatifs aux petites industries a été établi et présenté au séminaire régional à l'intention des entrepreneurs des petites industries agricoles et des industries connexes qui s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 11 au 15 Décembre 1989.

83. L'ONUDI a aussi lancé un programme de promotion des accords internationaux de co-entreprise entre PMI de Belgique, du Maroc et de Thaïlande, avec participation financière du Gouvernement belge et une allocation financière spéciale de la CEE (dite "de Cheysson"). Ce programme complète les lignes de crédit que le Gouvernement belge a ouvertes aux banques ou organismes de développement de ces pays afin qu'ils puissent accorder des prêts aux PMI signataires de contrats de coopération avec des partenaires belges.

84. Dans le cadre de son programme pour le développement industriel des zones rurales, l'ONUDI a poursuivi ses efforts pour créer le cadre institutionnel nécessaire à la coordination de l'assistance technique offerte par diverses organisations au secteur de la petite entreprise rurale, créer des unités de conseils en matière d'orientation, renforcer les organisations

fonctionnelles et les liens entre institutions de promotion et établissements de crédit, et enfin développer les aptitudes des petits entrepreneurs industriels à la gestion.

85. La création d'un certain nombre d'industries à l'échelle du village s'est poursuivie dans les zones rurales de pays comme la Guinée, Madagascar et la Zambie, en particulier dans le domaine de la petite industrie alimentaire destinée à la consommation locale ainsi qu'à l'exportation. Par exemple, un projet pilote de fabrication de pâté de foie d'oie pour l'exportation - porteur d'innovations et très prometteur pour l'industrie rurale - était en gestation à Madagascar.

86. Reconnaisant le rôle du développement industriel des zones rurales, l'ONUDI a concentré aussi ses efforts sur la recherche et la promotion des moyens d'intégrer le développement industriel, agricole et rural afin de créer des possibilités d'emplois non agricoles, d'améliorer et de développer l'infrastructure des zones rurales et de renforcer le développement rural par une coopération inter-institutions plus poussée. A cet égard, 14 projets d'assistance technique ont été exécutés dans huit pays africains (Guinée-Bissau, Guinée, Madagascar, Rwanda, Tanzanie, Libéria, Zambie et Sierra Leone).

B. Principaux facteurs de production

Ressource naturelles et énergie

87. Pour favoriser un développement industriel autonome, l'ONUDI a poursuivi ses efforts d'assistance à la mise en valeur des ressources de base des pays africains.

88. Dans le domaine de l'énergie, un atelier régional sur les économies d'énergie dans l'industrie s'est tenu en Egypte à l'intention de participants venus de 10 pays d'Afrique, dans le cadre du programme ONUDI de la DDIA. Cet atelier avait surtout pour but de déterminer les moyens les plus efficaces de mettre en place des politiques d'économies d'énergie dans l'industrie, de familiariser les participants avec les techniques et mesures modernes connexes et de permettre aux pays participants d'échanger des informations et des données d'expérience. Dans leurs recommandations, les participants ont prié l'ONUDI d'apporter son concours au renforcement de la coopération régionale en matière d'économies d'énergie, avec les objectifs spécifiques suivants: constituer les réserves de main-d'oeuvre voulues; concevoir et appliquer des systèmes pilotes d'économies d'énergie au niveau de l'usine dans un ou deux sous-secteur industriels gros consommateurs d'énergie et mettre en place un réseau d'information régional africain sur les économies d'énergie dans l'industrie. Ce réseau s'inspirerait des

institutions des pays africains ayant une certaine expérience dans ce domaine (Algérie, Egypte, Tunisie, Zambie).

89. Un certain nombre de propositions de projets de coopération technique ont été préparées, qui portaient sur les économies d'énergie, l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables et l'application de technologies peu polluantes et sans déchets pour la production d'énergie. Quelques unes de ces propositions, dont certaines sur le renforcement de la capacité de l'Industrial Energy Conservation Centre installé en Egypte, ont été présentées au PNUD et aux gouvernements, pour examen. Les activités de l'ONUDI touchant l'énergie ont fait l'objet de divers rapports qui ont été présentés à des réunions de l'ONU et à des colloques internationaux, à titre de contributions au renforcement de la coopération future entre organisations compétentes en matière d'énergie, facteur essentiel du développement industriel.

Technologie industrielle et services connexes

90. L'ONUDI a redoublé d'efforts pour promouvoir la technologie et le développement des capacités technologiques indigènes afin d'enrichir la base et le potentiel technologiques des pays africains. A cet égard, le Forum international sur les techniques industrielles appropriées pour l'Afrique s'est tenu à Dakar (Sénégal), du 6 au 10 Novembre 1989; il s'agissait d'assurer les apports technologiques industriels appropriés pour la deuxième DDIA en définissant et en mettant en place des mécanismes et processus favorisant la mise au point de technologies dans les pays africains. La tâche principale a consisté à examiner le cadre technologique directif dans lequel ces mécanismes pourraient s'insérer afin de faciliter le développement de l'agro-industrie et de la pêche, en particulier pour produire des denrées alimentaires et pour éviter les pertes après récolte.

91. L'ONUDI a continué à aider les pays africains à formuler et à appliquer des mesures relatives aux technologies et aussi à se préparer à acquérir et à négocier des technologies étrangères à des conditions équitables convenant à l'environnement local. A cet égard, l'ONUDI a organisé trois ateliers sur les politiques en matière de technologie (au Ghana (février 1989), en Tanzanie (Mars 1989) et en Tunisie (Octobre 1989), qui étaient axés sur la mise en oeuvre des politiques en matière de sciences et de techniques et sur l'intégration des plans directifs relatifs aux technologies dans les objectifs globaux de développement des pays hôtes.

92. L'ONUDI a amélioré le taux de prestation de services consultatifs visant à perfectionner les talents de négociateurs des représentants des pouvoirs publics et des entrepreneurs du secteur public et du secteur privé des pays en développement.

93. Un élément nouveau dans ces ateliers et séminaires à l'intention des négociateurs a été la fourniture de conseils directs, confidentiels, sur les contrats que les participants étaient en train de négocier. Trois ateliers de ce type ont été organisés: à Madagascar (Janvier 1989), en Ethiopia (Novembre 1989) et au Ghana (Décembre 1989), en liaison avec la Réunion du TIES africain. Ces ateliers ont permis de présenter un manuel de formation aux négociations du transfert de techniques, qui était en cours de rédaction, et d'ouvrir la voie à l'institutionnalisation des cours de formation à l'intention des négociateurs africains.

94. L'ONUDI a aussi offert une assistance consultative au Siège même et au cours de missions sur le terrain. L'Organisation a aidé le Gouvernement rwandais à choisir les procédés, à préparer les dossiers d'appel d'offres, à évaluer les offres, à rédiger les accords contractuels et à choisir les fournisseurs pour une usine de transformation de la banane.

95. La société nationale algérienne de production d'acier a aussi reçu une assistance en vue de l'acquisition d'un complexe sidérurgique. L'opération était liée à un grand projet (environ 1 milliard de dollars d'investissement) et nécessitait un vaste programme d'assistance mobilisant une dizaine d'experts de différentes disciplines (évaluation des options technologiques, évaluation des offres, rédaction et négociation des documents contractuels, assistance relative à certains aspects de la commercialisation des matières premières nécessaires au complexe, négociation d'arrangements de financement, etc.).

96. L'ONUDI a encore développé son TIES africain (Système d'échange de renseignements techniques), le nombre de pays participants passant de cinq en 1985 à 12 en 1989. L'organisation a concentré ses efforts sur la fourniture d'une assistance technique pour l'acquisition et la négociation de technologies. Au Nigéria, un vaste projet financé par le PNUD est en cours; il a pour objectif la création d'unités chargées des conseils, du suivi et du développement, ainsi que la formation du personnel, au sein du Bureau national du Nigéria pour le transfert des techniques (NOIP). En Ethiopia, une assistance a été fournie pour l'installation du logiciel CORIS au siège de la Development Projects Studies Authority; ce logiciel doit permettre de traiter l'information relative aux contrats de transfert de techniques et d'évaluer les apports techniques de l'étranger. Les autorités ghanéennes ont bénéficié d'une assistance étendue, notamment pour l'installation du logiciel CORIS au Technology Transfer Centre du Ghana, l'établissement de directives sur l'acquisition de technologies étrangères et la mise en place d'un accord bilatéral de coopération avec d'autres institutions africaines, dans le cadre du TIES africain. Donnant suite à l'atelier sur les politiques en matière de technologie

(mars 1989), une mission a été organisée afin d'étudier le cadre réglementaire et institutionnel du transfert de techniques en Tanzanie et de formuler un programme de travail détaillé en vue de créer un centre national pour la mise au point et le transfert de techniques.

Mise en valeur des ressources humaines et perfectionnement des cadres

97. Etant donné la place prépondérante donnée dans le programme de La DDIA à la mise en valeur des ressources humaines pour l'industrialisation, l'ONUDI a continué à répondre, par les programmes appropriés, aux besoins des pays africains soucieux de pouvoir disposer de multiples spécialistes et moyens requis pour mener à bien leur développement industriel. Les efforts de l'ONUDI ont, comme par le passé, été axés sur le renforcement des capacités institutionnelles des pays dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines. Un centre de formation pilote a été créé au Centre ivoirien pour la gestion des entreprises (CIGE), ce qui a permis de former 140 femmes entrepreneurs à des disciplines liées à la mise en valeur des ressources humaines, à la gestion et à l'organisation.

98. Dans le cadre de ses activités de création et de renforcement d'institutions, l'ONUDI a doté le Centre africain d'étude supérieures en gestion (CESAG) de capacités pédagogiques supérieures, grâce aux programmes de formation des formateurs qui sont maintenant intégrés aux activités de ce centre.

99. En coopération avec la communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'ONUDI a organisé à l'intention de pays anglophones une activité du même genre qui mettait l'accent sur la formation de formateurs aux méthodes et techniques pédagogiques. Les capacités de formation de deux établissements de formation nigériens, le Centre for Management Development (CMD) et le Centre for Industrial Research Development (CIRD) ont notamment été renforcées à cette occasion. Des cours ont aussi été organisés au Nigéria à l'intention de formateurs à l'informatique et de cadres supérieurs de l'industrie venus des pays de la CEDEAO.

100. Le renforcement des moyens de formation à l'élaboration de systèmes de maintenance planifiée dans la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) s'est accéléré et l'accent a été mis sur la formation des formateurs et sur l'élaboration d'une stratégie de la formation permettant d'assurer une formation systématique.

101. Dans le cadre des efforts qu'elle fait pour que les programmes de mise en valeur des ressources humaines des divers pays correspondent aux besoins de ces pays en matière

d'industrialisation, l'ONUDI a favorisé la création de liens entre l'Ecole Mohammadia d'ingénieurs, au Maroc, et l'industrie. L'Organisation a mis en place au sein de cette université un nouveau programme relatif à la maintenance et aux réparations industrielles, non seulement pour le Maroc mais aussi pour les pays arabophones en général. Ce programme a été organisé conjointement avec l'Organisation arabe de développement industriel.

102. Le programme relatif à l'entretien et aux réparations des navires de petit et moyen tonnage, jusqu'alors limité à la Belgique, a été élargi en 1989 et comporte maintenant un important élément dans un pays en développement, le Maroc.

103. En outre, le programme de maintenance et de réparations exécuté avec l'Union africaine des chemins de fer (UAC) a été élargi et s'adresse maintenant aux décideurs et aux cadres responsables de la remise en état du matériel roulant.

104. Dans le domaine des politiques et stratégies de mise en valeur des ressources humaines, une proposition en faveur des pays de la ZEP a été élaborée et incorporée au rapport sur l'intégration économique de cette sous-région.

Les femmes et le développement industriel

105. Etant donné le rôle fondamental que jouent les femmes dans l'industrialisation des pays africains, l'ONUDI a de nouveau attaché une importance particulière aux programmes et aux activités visant à promouvoir l'intégration et la participation des femmes aux efforts d'industrialisation du continent.

106. Parmi ses activités dans ce domaine, on citera l'assistance à la création, au sein du Centre ivoirien de gestion d'entreprises, d'une unité pilote de formation chargée de dispenser une formation et d'apporter un soutien aux femmes chefs d'entreprise ressortissantes de pays francophones d'Afrique de l'Ouest dans le domaine de la gestion des PME. Cent-quarante-sept femmes chefs d'entreprise, industrielles, propriétaires, dirigeantes et gestionnaires du Sénégal, de Guinée, du Bénin, du Togo, du Cap-Vert, du Mali, du Niger, du Burkina-Faso, de Mauritanie et de Côte d'Ivoire ont bénéficié de cette formation.

107. Des services consultatifs ont été fournis aux gouvernements concernant les orientations générales et des projets précis en vue de promouvoir l'intégration des femmes au tissu industriel.

108. L'ONUDI a effectué une étude pour le Gouvernement zimbabwéen sur la contribution effective et potentielle des femmes à la mise en valeur des ressources humaines dans l'industrie. On a mis l'accent en particulier sur les futurs besoins professionnels du

secteur industriel zimbabwéen et les besoins de formation des femmes qui permettrait d'y répondre. Un colloque national s'est tenu début juin 1989 pour examiner les conclusions de l'étude. Ce colloque a adopté un plan d'action devant servir de base à un vaste programme national visant à promouvoir la participation des femmes à l'industrialisation du pays, et de cadre à la coopération internationale.

109. Deux missions consultatives sur l'intégration des femmes à l'activité industrielle ont été entreprises, l'une en Guinée et l'autre au Tchad. La mission envoyée en Guinée a formulé des recommandations générales et proposé des projets concrets d'amélioration des techniques utilisées par les femmes rurales.

110. Une mission exploratoire de trois semaines a été entreprise au Tchad en vue de définir des domaines d'assistance aux femmes tchadiennes dans les secteurs artisanal et agro-industriel. Il en ressort que la participation des femmes à l'activités économique reste relativement faible et qu'elle est limitée principalement aux secteurs traditionnel et non structuré, en particulier à la transformation et à la conservation des produits agricoles. Ces femmes ont difficilement accès au crédit et aux services consultatifs. En conséquence, on a proposé un programme destiné à fournir des services consultatifs commerciaux spéciaux aux femmes, axé sur l'administration, la gestion et les techniques de transformation alimentaire, secteur où les femmes sont traditionnellement les plus actives.

111. Les efforts de l'ONUDI ont en outre porté sur les techniques de transformation utilisées par les femmes rurales qui constituent l'objectif essentiel de toute politique destinée à intégrer les femmes au développement, visant à la fois à alléger leurs travaux quotidiens et à assurer la contribution à la génération de revenus. Des études ont été entreprises et un certain nombre de projets pilotes mis au point.

112. Sur la base des conclusions des missions, un document de projets pour le suivi comportant, en conséquence, un double aspect technique et sociologique a été élaboré. L'objectif de ce projet pilote était de mettre au point et d'expérimenter sur le terrain une méthode qui puisse ultérieurement être diffusée dans toute la région sahélienne. La FIDA devrait assurer le financement de ce projet pilote.

113. Une mission exploratoire s'est par ailleurs rendue au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal pour y étudier les techniques de dessiccation utilisées par les femmes rurales. Par la suite, une proposition de projet a été formulée pour améliorer le procédé actuel traditionnel de dessiccation des fruits et légumes de telle manière à ce qu'il devienne un procédé de production commercialement exploitable. Ce projet serait lancé au

Sénégal dans le cadre d'un accord prévoyant un fonds d'affectation spécial conclu avec le Gouvernement japonais. On espère que ce procédé pourra être ultérieurement introduit au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

114. Un voyage d'étude au Mali a été organisé à l'intention de femmes guinéennes afin de leur permettre de se familiariser avec le fonctionnement d'une presse à beurre de karité introduite avec succès dans les villages maliens. Cela a débouché sur un projet visant à transférer, à titre expérimental, trois presses de ce type en Guinée. Ce projet prévoit l'introduction d'un système de crédit d'accompagnement recourant aux associations d'épargne traditionnelles; il contribuerait, de concert avec le projet de l'ONUDI DP/GUI/82/009 "Centre pilote d'entretien et réparation des équipements industriels", à la mise au point d'un système de maintenance destiné à la production locale de cette presse en Guinée, si ce transfert de technologie faisait ses preuves avec le projet pilote.

115. Une mission exploratoire s'est rendue en Guinée pour étudier les possibilités de faire progresser la production de sel en faisant appel à des techniques d'évaporation utilisant l'énergie solaire. Un projet pilote visant à tester les possibilités d'adapter ces techniques, introduites par l'ONUDI en Gambie et au Niger, aux conditions climatiques de trois endroits différents de la côte guinéenne, a été élaboré. Son financement a été assuré par un fond d'affectation spécial constitué par le gouvernement japonais. Un projet financé par le PNUD était en cours d'exécution au Nigéria pour aider les femmes de l'Etat du Plateau à améliorer les techniques de production de sel.

116. Grâce au fonds d'affectation spécial constitué par le gouvernement japonais, un programme pilote de traitement artisanal des fruits destiné aux femmes rurales a été mis en place en Zambie.

117. L'ONUDI a de nouveau accordé la priorité à la formation de femmes chefs d'entreprise à l'administration et à la gestion des entreprises.

118. Un projet visant à fournir aux femmes des services consultatifs commerciaux est en cours d'exécution au Malawi. Le Gouvernement malawien s'est engagé à encourager le développement des PME locales et attache une certaine importance au renforcement de la participation directe des femmes au développement des PME, car elles ont fait la preuve de leur fiabilité dans le remboursements des prêts et de leur aptitude à gérer des entreprises. Néanmoins, l'exploitation de ce potentiel a pâti de l'absence d'un centre de conseil en gestion sur lequel les femmes auraient pu s'appuyer pour conduire leurs opérations. Ce projet vise donc notamment à coordonner les activités des

organisations et établissements intervenant dans le fonctionnement des PME, et à les sensibiliser aux besoins des femmes.

119. Dans le prolongement des efforts visant à aider les établissements de formation des pays en développement à former des femmes à la gestion et à la direction des entreprises, l'ONUDI, en coopération avec l'Institut panafricain pour le développement -Afrique de l'Est et Afrique australe, a mis au point un programme de formation dans le domaine de la transformation alimentaire destiné aux femmes chefs d'entreprise dans le cadre d'un accord créant un fonds d'affectation spécial conclu avec le Gouvernement norvégien. Ce programme, essentiellement des journées d'étude consacrées à l'évaluation des besoins et à l'élaboration de programmes, est axé sur trois éléments -l'entreprise, la gestion et les techniques de transformation alimentaire.- le matériel pédagogique (guides à l'usage des formateurs, polycopies et manuels) a été élaboré et testé sur le terrain en Janvier/Février 1989 en Zambie, en coopération avec l'Institut panafricain pour le développement Afrique de l'Est et Afrique australe,- l'Ecole de gestion de Granfield (Royaume-Uni) et le Intermediate Technology Development Group (Royaume-Uni).

C. AUTRES ACTIVITES

Politiques et planification industrielle

120. La CEA a réalisé une étude sur les politiques de protection de l'industrie qui offre notamment des principes directeurs pour la formulation et l'application, au niveau national, sous-régional et régional, de mesures de protection en faveur des industries naissantes africaines.

121. L'approche adoptée par l'ONUDI en matière d'assistance dans le domaine de la planification industrielle a été axée sur le nouveau concept de gestion stratégique du développement industriel. On abandonne donc progressivement la méthode traditionnelle qui consiste à établir des plans fixant la production industrielle pour les années à venir pour mettre l'accent sur la prise de décisions dans une conjoncture incertaine et sur une coopération efficace entre les secteurs public et privé en tenant donc dûment compte de l'évolution rapide des structures internationales et externes.

122. Partant de cette approche, l'ONUDI a continué de fournir au Cameroun, à la Côte d'Ivoire, à la Guinée, au Sénégal et au Zaïre une assistance dans les domaines suivants: réalisation d'une étude industrielle, recensement de sous-secteurs prioritaires, diagnostic approfondi des problèmes de sous-secteurs et formulation de stratégies et de programmes d'action pour chaque

sous-secteur par des groupes de consultants regroupant des représentants des divers sous-secteurs venant à la fois du privé, et du secteur public.

123. En Côte d'Ivoire, le projet de l'ONUDI devrait permettre de formuler des programmes d'appui à des sous-secteurs industriels et de poser ainsi les fondements d'une aide technique élargie qui prendrait la forme de mesures de réhabilitation, d'appui dans le domaine des infrastructures, d'études de faisabilité et de coopération technique.

124. Pour faire le point de l'expérience acquise en matière de restructuration industrielle en Afrique, un atelier régional sur la gestion stratégique du processus d'ajustement du secteur industriel en Afrique a été organisé à Vienne en Décembre 1989. Des représentants de la plupart des pays africains et d'organismes internationaux et régionaux oeuvrant en Afrique ont participé à l'évaluation des politiques ayant des incidences sur le processus d'ajustement et se sont déclarés vivement intéressés par l'approche fondée sur la gestion stratégique pour renforcer la croissance et la compétitivité des pays.

Etudes et recherche industrielles

125. Face à la crise économique et industrielle qui sévit en Afrique, l'ONUDI a formulé une approche multidisciplinaire intégrée pour s'attaquer au problème de la réhabilitation industrielle sur ce continent. Tenant compte de la complexité de la question, l'Organisation a entrepris des activités de soutien à tous les niveaux pertinents:

- Au niveau macro-industriel, pour éliminer les principaux obstacles au développement industriel;
- Au niveau sous-sectoriel qui englobe les entreprises ayant des activités manufacturières similaires ou liées entre elles;
- Au niveau de l'entreprise, afin de débloquer les goulots d'étranglement les plus graves identifiés en coopération avec les autorités locales.

126. L'accent a été mis dans l'ensemble sur les agro-industries, non seulement parce que ces industries dominent actuellement le secteur manufacturier en Afrique mais aussi parcequ'elles constituent un élément clef dans toute tentative de diversification des exportations. Elles continueront aussi à jouer un rôle fondamental dans l'amélioration de l'offre de produits de consommation de base aux populations africaines.

127. Dans son programme, l'ONUDI a aussi privilégié les actions au niveau régional, national et macro-industriel, en ce qui concerne l'Afrique, les travaux entrepris pendant l'exercice biennal 1988/1989 sont exposés dans deux séries de publications, à savoir des rapports spéciaux sur la réhabilitation industrielle comprenant des études complètes par pays et contenant des informations confidentielles sur les entreprises ainsi que des études plus générales sur la réhabilitation de l'industrie africaine.

128. L'ONUDI a réalisé cinq études approfondies sur la réhabilitation de l'industrie de l'Angola, du Libéria, du Maroc, de la Tanzanie et de la Zambie, pays qui ont été choisis de manière à représenter les groupements géographiques linguistiques et régionaux de l'Afrique. Au niveau des entreprises, les études ont porté sur la réhabilitation de quatre installations industrielles dans chacun de ces pays. Les conclusions et recommandations qui y ont été formulées ont servi de base à l'identification de projets d'aide technique et d'investissement.

129. Les études sur la réhabilitation ont constitué un premier pas -un "projet pilote" - dans le long processus qui doit aboutir à la remise en état de l'industrie. Elles doivent être suivies d'études de faisabilité complètes qui fournissent des principes directeurs utiles pour la phase ultérieure d'application. Les études ont aussi servi de point de départ à deux réunions sur les questions et les projets de réhabilitation identifiés dans les rapports. La première de ces réunions, tenu à Lusaka (Zambie) a donné l'occasion à des représentants du Gouvernement zambien, à des entreprises, à l'ONUDI, à la Banque mondiale, à des organismes bancaires et à des organisations multilatérales et bilatérales de définir l'action à mener pour donner suite aux études, à savoir une coopération et une assistance technique. La deuxième, qui s'est tenue au Siège de l'ONUDI à Vienne (Autriche) a permis de donner de façon informelle aux représentants de certaines missions permanentes sises à Vienne des informations sur l'approche de programme intégrée adoptée par l'ONUDI en ce qui concerne la réhabilitation afin de s'assurer la coopération, les conseils et l'appui de pays membres pendant les activités de suivi.

130. L'ONUDI a continué de lancer et de promouvoir des projets de création et de renforcement d'institutions pour donner aux pays de meilleurs moyens d'identifier, d'établir et d'évaluer des études de faisabilité industrielles de qualité. Ce type d'assistance doit, pour être efficace, durer plusieurs années. De bons résultats ont été obtenus en ce qui concerne le renforcement de l'infrastructure de diverses institutions et l'amélioration des capacités du personnel en appliquant des techniques modernes d'élaboration et d'évaluation d'études de faisabilité industrielles et en assurant un travail de qualité. Des décisions

rationnelles ont permis d'allouer judicieusement des ressources très limitées. Des projets de ce type ont été réalisés en Algérie, au Cameroun, en Ethiopie, à Madagascar et en Zambie.

131. Pour mieux répondre aux demandes d'assistance technique adressées aux institutions de financement du développement, on a conçu un programme ayant pour objectif de satisfaire le besoins croissant de méthodes de financement modernes, rentables et axées sur le commerce afin de réduire le lourd endettement bien connu des pays en développement. Des programmes de ce genre ont été conçus et exécutés dans les établissements suivants: Ghana National Investment Bank, Banque ouest-africaine de développement, Banque de commerce et de développement de la ZEP, Zimbabwe Development Bank et Nigerian Industrial Development Bank. Quatre autres programmes sont déjà bien avancés. Un certain nombre d'institutions de financement du développement implantées dans les pays africains ont une licence d'exploitation du logiciel "COMFAR" mis au point par l'ONUDI et qu'elles utilisent pour effectuer une évaluation économique des études de faisabilité et de réhabilitation.

132. Les activités menées dans les pays africains ont aussi fait l'objet d'une attention particulière. Outre plusieurs projets de formation, des études de préinvestissement individuelles ont été réalisées au Zaïre en Zambie dans le cadre des services consultatifs de courte durée et une étude régionale sur les techniques modernes peu coûteuses a été effectuée pour un groupe de pays d'Afrique de l'Ouest.

133. La CEA a réalisé une étude sur la question fondamentale de la sous-utilisation de la capacité industrielle installée qui a révélé les principales faiblesses des industries africaines dans les domaines suivants: planification, études de pré faisabilité et de faisabilité, fourniture de matériel et d'autres intrants, main-d'œuvre et gestion.

Efforts pour faire connaître La DDIA

134. Une étude de l'ONUDI sur la proclamation d'une journée de l'industrialisation de l'Afrique établie en consultation avec l'OUA et la CEA a été présentée à la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie. La Conférence a approuvé les recommandations formulées dans le rapport et adopté la résolution 2(IX) sur la proclamation d'une deuxième DDIA et d'une journée de l'industrialisation de l'Afrique qui serait célébrée le 20 novembre.

135. En conséquence, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, le 22 Décembre 1989, la résolution 44/237 concernant la proclamation d'une deuxième Décennie. Des consultations sur les modalités de la célébration de la Journée de l'industrialisation

de l'Afrique devraient avoir lieu en Mars 1990 entre les Secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI.

Mobilisation de ressources financières

136. Comme les années précédentes, l'ONUDI a aidé les pays africains à recenser et élaborer des projets d'investissements rationnels et à trouver des capitaux tant sur place qu'à l'étranger. Toutefois, cette forme de coopération industrielle est allée plus loin, couvrant aussi les domaines suivants : techniques commerciales, installations et matériel, savoir-faire et licences, appui en matière de gestion et formation du personnel local. L'augmentation des activités s'est manifestée dans la progression soutenue de l'aide technique fournie aux pays de la région de l'Afrique. Cette augmentation peut être attribuée à l'endettement persistant des pays en développement qui réduit l'octroi de crédits privés et contraint donc de nombreux pays à rechercher d'autres sources de financement, notamment des investissements étrangers directs.

137. Compte tenu de la situation économique critique dans laquelle se trouvent de nombreux pays africains, l'Afrique s'est vue accorder une attention particulière en 1989 et trois grands programmes de promotion ont été réalisés. Dans le cadre d'Africabat 1989 organisé à Dakar (Sénégal), 15 investisseurs africains ont examiné l'exécution de projets d'investissement dans le secteur des matériaux de construction avec des partenaires potentiels de pays européens. Pour la troisième fois, une réunion a été organisée conjointement avec la Communauté économique européenne (CEE) et l'Union douanière et économique de l'Afrique Centrale (UDEAC) pour identifier, établir, promouvoir et suivre des projets d'investissement dans les industries alimentaires et la transformation du bois à l'intention des pays d'Afrique centrale. Cette réunion s'est tenue à Yaoundé (Cameroun) en Décembre 1989. En mai 1989, un forum sur la promotion des projets d'investissement a été organisé à Freetown (Sierra Leone) à l'intention de cinq pays anglophones d'Afrique de l'Ouest (Gambie, Ghana, Libéria, Nigéria et Sierra Leone). Au cours de ce forum 235 projets, principalement dans les agro-industries et l'industrie des matériaux de construction, ont été identifiés et présentés en vue de négociations bilatérales. En outre, 77 lettres d'intention ont été signées, et la suite d'offres au Forum a montré qu'un projet était en cours d'exécution au Ghana et que 18 autres en étaient au stade de la mise au point définitive.

138. Une assistance préparatoire pour l'identification et la promotion de projets a été fournie au Ghana Investment Centre, à la Mano River Union et à l'Uganda Manufacturers Association. Une aide a aussi été offerte à la Sierra Leone pour la création d'un centre d'identification et de promotion de projets. Parmi les

autres activités entreprises en Afrique pendant l'année, on citera l'élaboration de guides à l'intention des investisseurs portant sur la Gambie, le Ghana, le Libéria, le Nigéria, la Sierra Léone et la Zambie; un voyage de promotion des investissements en Europe pour un groupe d'hommes d'affaires et de hauts fonctionnaires zambiens; une réunion d'experts sur la sélection, la promotion et le suivi de projets pour les pays de la ZEP organisée à Vienne en Octobre 1989 pour les Etats d'Afrique Australe et d'Afrique de l'Est; l'identification et la promotion de 28 projets d'investissement en vue d'un voyage de promotion des investissements en Europe, organisé à l'intention de 18 hommes d'affaires et hauts fonctionnaires zambiens; l'identification de 179 projets d'investissement dans l'agro-industrie, l'industrie des matériaux de construction et l'industrie chimique de 16 pays membres de la ZEP aux fins de présentation à l'occasion du forum prévu en mai 1990.

Coopération industrielle intra-africaine

139. On a continué de mettre l'accent avant tout sur le renforcement de la coopération industrielle intra-africaine grâce à la fourniture de services consultatifs de courte durée aux diverses organisations sous-régionales; à des consultations avec ces organisations dans les domaines de la planification industrielle et au renforcement des moyens institutionnels. La Conférence des ministres africains de l'industrie a, lors de sa neuvième réunion, tenue à Harare (Zimbabwe) du 29 au 31 mai 1989, accordé une attention particulière à la coopération intra-africaine multinationale ou sous-régionale. L'ONUDI a organisé, en coopération avec la CEA, deux réunions sous-régionales de suivi sur la promotion de la coopération industrielle intra-africaine dans le cadre de la DDIA; l'une s'est tenue à Dakar (Sénégal) du 30 Octobre au 3 Novembre 1989, et l'autre à Bamenda (Cameroun), du 28 Novembre au 2 Décembre 1989. A ces deux occasions, des programmes de coopération sous-régionaux révisés ont été adoptés ainsi que des recommandations sur le renforcement de la formation, des services consultatifs et des capacités entrepreneuriales dans les sous-régions visées.

140. Une réunion d'experts de haut niveau s'est aussi tenue à Vienne (Autriche), du 25 au 29 Septembre 1989, sur la formulation, la planification, la négociation, l'exécution et le suivi de projets de création d'entreprises industrielles multinationales. On a depuis commencé à élaborer un système approprié de suivi aux niveaux national, régional et sous-régional.

141. Une réunion a été organisée à Alger (Algérie) en Novembre 1989 sur la création de l'Association africaine du fer et de l'acier et des journées d'étude ont eu lieu à Novi Sad (Yougoslavie) en Septembre 1989 avec pour sujet la coopération

d'entreprise à entreprise dans le secteur des industries alimentaires, et plus particulièrement la transformation des céréales, de la viande, des fruits et des légumes, l'accent étant mis sur la région de l'Afrique. Un atelier sur la promotion de la petite et moyenne industrie dans les pays membres de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats d'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe s'est aussi tenu à Kampala (Ouganda), du 10 au 15 Octobre 1989.

142. Un Forum des technologies industrielles appropriées a eu lieu à Dakar (Sénégal) en Novembre 1989 et une conférence sur les stratégies nationales et la coopération internationale pour l'industrie des télécommunications en Afrique a été organisée un mois plus tard à Arusha (Tanzanie). Une réunion de travail sur la coopération dans le domaine des agro-industries a rassemblé des représentants du Brésil et des pays africains. Les préparatifs sont déjà bien avancés pour d'autres réunions, à savoir pour une réunion sur l'application de techniques modernes dans l'industrie mécanique en Afrique du Nord, une conférence de donateurs pour le financement de programmes et de projets de mise en valeur de la main-d'oeuvre industrielle en Afrique centrale et de l'Ouest, ainsi qu'une autre conférence de donateurs devant faire suite à la Réunion afro-asiatique de coopération industrielle, tenue il y a trois ans à New Delhi (Inde).

143. Comme les années précédentes, les Secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI ont étroitement coopéré pendant toute l'année. L'ONUDI a participé non seulement à la neuvième réunion du Comité mixte inter-secrétariats qui s'est tenue à Addis Abéba (Ethiopie), en février 1989, mais aussi à des réunions de l'Equipe spéciale inter-institutions chargée du suivi de la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990) qui ont eu lieu au Caire (Egypte) du 9 au 15 Janvier 1990.

144. Il convient de noter, en particulier, la coopération efficace entre les trois Secrétariats pour la préparation de la proclamation d'une deuxième DDIA et la conclusion entre l'ONUDI et la CEA d'un accord initial concernant la contribution que les deux organisations pourraient apporter à l'élaboration du programme de la nouvelle Décennie, dûment mentionnés dans la résolution 44/237 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 22 Décembre 1989 et proclamant la période 1991-2000 deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique.

Activités relevant de la CEPD/CTPD

145. Comme par le passé, on a beaucoup mis l'accent sur les activités de l'ONUDI relevant de la CEPD et de la CTPD dans le cadre du programme d'assistance technique aux pays africains,

notamment sur les réunions ministérielles de solidarité et les ateliers sur la coopération industrielle .

146. Une réunion ministérielle de solidarité s'est tenue en République de Guinée en Décembre 1989. Plus de 30 projets bien préparés y ont été examinés et ont suscité un vif intérêt chez 15 partenaires potentiels. Un certain nombre d'accords ont été conclus et une action de suivi bien définie approuvée. Les réunions ministérielles de solidarité antérieures ont permis d'exécuter plusieurs projets de coopération technique tels que la réalisation d'études pour la création d'une tannerie et d'une petite centrale hydroélectrique au Brukina Faso; une étude pour le développement de l'industrie du cuir, la formation de personnel dans le domaine de l'aquaculture et le développement de l'industrie céramique au Cap-Vert; et la création d'un service de normalisation et de contrôle de la qualité au Mali.

147. Dans le cadre de l'appui au programme de La DDIA, une réunion de travail sur la coopération entre le Brésil et 16 pays africains dans le domaine des agro-industries a été organisée à Sao Paulo (Brésil), du 6 au 10 Novembre 1989. Cette réunion a permis de recenser divers domaines de coopération couvrant notamment la formation et le renforcement des institutions.

148. Une réunion d'experts sur la création de l'Association africaine du fer et de l'acier a été organisée, en coopération avec l'Union arabe du fer et de l'acier (UAFA) à Alger (Algérie) du 12 au 16 Novembre 1989. Cette réunion, à laquelle ont pris part les représentants de 12 pays africains, a recommandé la création de l'association, adopté un projet de status et décidé de convoquer l'assemblée constitutive de cette association en 1990. Elle a aussi prié l'ONUDI et l'UAFA de se charger des préparatifs de ladite assemblée.

149. La coopération entre les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient dans le domaine de la recherche-développement dans l'industrie pétrochimique s'est trouvée renforcée en 1989 par l'organisation à Izmir (Turquie) du 16 au 20 Octobre 1989 d'une réunion d'experts, à laquelle ont assisté 17 experts et chercheurs de haut niveau venus de 11 pays.

150. Les préparatifs, comprenant l'élaboration de 30 fichiers de projets d'une conférence de donateurs, devant se tenir au Cameroun au début de 1990, sont achevés.

151. Pour donner suite à une réunion, des mesures ont été prises pour promouvoir la coopération industrielle entre pays islamiques. Ces mesures comprennent essentiellement la réalisation de six études de faisabilité et de quatre études technico-économiques détaillées au Cameroun, en Gambie, au Niger et en Somalie. Ces études ont été présentées à des partenaires

potentiels de Turquie, du Pakistan, d'Iran et des Emirats arabes unis.

152. Pour donner suite à une réunion d'experts sur la transformation de matières premières tenue à Vienne en 1988, l'ONUDI a apporté une contribution technique à la préparation, l'organisation et la tenue de la première réunion du Comité d'action sur les matières premières du Groupe des 77, qui a eu lieu à Abuja (Nigeria) en Avril 1989. A cette réunion, la CEA a présenté deux rapports sur la transformation des matières premières locales en produits utilisables et commercialisables.

SECTION III

EVALUATION DE L'EXECUTION DES PROJETS LIES A LA DDIA

153. La présente section est consacrée à l'évaluation de l'impact de divers projets exécutés pendant l'exercice biennal 1988-1989 et à l'examen des obstacles rencontrés et des propositions visant à accélérer l'exécution du programme.

A. IMPACT DES PROJETS LIES A La DDIA

154. On trouve dans le huitième rapport conjoint, établie en 1989, une évaluation globale de l'impact de certains des projets exécutés depuis la proclamation de la DDIA. Les constatations et conclusions de ce rapport peuvent, pour l'essentiel, s'appliquer à la période 1988-1989. Le présent rapport ne fait donc que mettre en relief certains aspects des réalisations les plus importantes au terme de l'exercice biennal. Les domaines prioritaires sur lesquels l'ONUDI a de nouveau axé ses activités liées aux projets pendant cette période étaient les suivants: usines pilotes, mise en valeur des ressources humaines, organismes de promotion de l'industrialisation, services consultatifs techniques, études industrielles, suivi de l'exécution des programmes sous-régionaux et diffusion d'informations sur la Décennie. Toutefois, en raison des besoins les plus pressants des pays africains en matière de développement, l'ONUDI a concentré son effort sur les trois premiers domaines tandis que la CEA a privilégié les politiques industrielles, la mise en place d'organismes de soutien et la mise en valeur de la main-d'oeuvre industrielle.

Usines pilotes

155. Divers projets ont été exécutés, au titre de cet élément du programme de la Décennie, dans les domaines suivants: industrie alimentaire, produits pharmaceutiques, matériaux de construction, énergie, réparation et entretien des machines agricoles,

transfert de technologies appropriées et fabrication d'articles en bois et en papier. Ces projets ont eu des incidences sur les domaines suivants : formation de chefs d'entreprise pour les PME, adaptation de technologies importées (fabrication de prototypes et conditionnement), formation à la production à grande échelle, contrôle de qualité, maintenance du matériel et formation d'ingénieurs de production et d'essais et de formateurs et passage de l'élaboration d'un produit à l'élaboration d'un autre produit. Ces projets ont en outre permis d'augmenter la production alimentaire, de mettre en valeur et d'exploiter des sources d'énergie renouvelable et des matières premières locales, ainsi que de créer des emplois et des revenus.

Formation de la main-d'oeuvre industrielle

156. Les projets exécutés au titre de cet élément du programme de la Décennie ont pris la forme de séminaires, de journées d'étude, de bourses pour voyage d'étude et d'aide aux organismes de soutien à l'industrialisation. Grâce à ces projets, on a pu renforcer sensiblement les moyens des établissements africains de formation, principalement en encourageant la coopération sous-régionale entre eux, ainsi qu'en créer de nouveaux. Les projets ont en outre facilité le couplage des établissements de formation avec le secteur industriel, et permis la formation de femmes chefs d'entreprise et le perfectionnement de cadres et de planificateurs des secteurs tant privé que public. Les projets ont par ailleurs contribué à la mise en place de systèmes de maintenance dans les entreprises. Ils ont en outre contribué au renforcement des fonctions définition, élaboration et évaluation de projets dans certains pays africains. Enfin, ils ont favorisé la progression des compétences en matière d'étude et d'évaluation de préfaisabilité et de faisabilité, et d'acquisition et de négociation de technologies.

Organismes de soutien à l'industrialisation

157. Les projets exécutés au titre de cet élément de la Décennie ont contribué à renforcer les organismes de promotion de l'industrialisation, en particulier des organismes traitant de l'élaboration et du suivi des politiques, plans et programmes industriels, ainsi que des organismes chargés de la mise au point et de l'acquisition des techniques, de la normalisation, des tests et des contrôles de qualité, de l'ingénierie et de la promotion de la formation industrielle. Par ailleurs, les activités de certains centres de recherche et de développement ont été rationalisées et réorientées en fonction des besoins de la production industrielle et du développement.

Services consultatifs techniques

158. Les prestations fournies et les activités exécutées dans le cadre de cet élément du programme de la Décennie ont permis l'amélioration de la conception et de l'exécution d'un certain nombre de projets et programmes industriels, ainsi que le règlement partiel ou total de divers problèmes, difficultés et contraintes subis par les gouvernements africains, les entreprises publiques et privées, les organismes d'information et de promotion technique et industrielle, dans toute une gamme de secteurs industriels et domaines connexes. On citera notamment la planification industrielle; l'examen, l'adaptation et l'élaboration de politiques industrielles et de plans sectoriels; l'élaboration de profils de projets industriels; la réalisation d'études de préinvestissement et l'élaboration de documents d'appel d'offres; l'évaluation de projets d'investissement industriel; la planification de la main-d'oeuvre industrielle; le développement des moyens technologiques; l'utilisation accrue de la capacité industrielle installée; la réorientation et le renforcement des mécanismes nationaux de soutien à l'industrialisation.

Etudes industrielles

159. Grâce aux projets exécutés au titre de cet élément de programme (études de réhabilitation diverses), on a pu jeter les bases de l'assistance technique et financière requise (matériel et pièces de rechange, cadres et techniciens) pour les entreprises industrielles africaines en crise. Diverses autres études et enquêtes traitant des problèmes rencontrés dans certains sous-secteurs industriels et domaines connexes tels que l'énergie, les ressources naturelles, la main-d'oeuvre, la planification et la création ou le renforcement d'organismes de promotion de l'industrialisation ont contribué à l'approfondissement des relations entre l'industrie et les secteurs d'amont et au renforcement des compétences en vue d'une industrialisation intégrée et autonome.

Coopération industrielle sous-régionale

160. Les réunions sous-régionales de suivi organisées dans le cadre de cet élément de programme ont permis la mise à jour et la promotion de portefeuilles de projets d'investissement et de projets d'assistance technique portant sur des sous-secteurs industriels moteurs et sur des domaines d'appui et devant être exécutés au niveau multinational. Un certain nombre de ces projets ont reçu l'appui d'investisseurs publics et d'investisseurs privés locaux potentiels. Ces activités ont débouché sur la préparation et l'organisation de réunions de promotion des investissements et permis l'harmonisation et la coordination par les gouvernements intéressés de leurs efforts d'industrialisation.

B. PRINCIPAUX FREINS A LA REALISATION DES OBJECTIFS DE LA DECENNIE

161. La DDIA a pour objectif fondamental de promouvoir une industrialisation autosuffisante et auto-entretenu des pays africains en contribuant à la mise en place d'un certain nombre d'éléments permettant une transformation structurelle du secteur industrielle. Cela suppose que d'externes les moteurs de la croissance deviennent internes et que s'ouvrent des perspectives à long terme de progrès socio-économique soutenu. Dans cette optique, il fallait impérativement mettre en place une structure intégrée minimum d'industries de base interdépendantes fournissant des facteurs de production aux autres industries et secteurs économiques et stimulant leur développement.

162. Le rapport d'évaluation à mi-parcours de l'application de La DDIA a confirmé l'absence quasi-totale de progrès dans la réalisation de l'objectif fondamental de la Décennie. Les contraintes multiples et complexes qui expliquent cet échec sont aujourd'hui bien connues. Les principales d'entre elles sont énumérées ci-après:

a) Faiblesse structurelles

Ces faiblesses sont les suivantes:

- Prééminence des industries légères et absence d'une infrastructure minimum d'industries motrices ayant des effets d'entraînement en amont et en aval, en particulier avec l'agriculture, les transports et communications, l'énergie, les ressources naturelles et les ressources humaines;
- Etroitesse des marchés locaux et intégration insuffisante des marchés au niveau tant national que sous-régional;
- Sous-productivité ou sous-utilisation des capacités installées, résultant de toute une gamme de facteurs dont les choix technologiques et l'incapacité à planifier et à établir des relations inter-industrielles;
- Concentration excessive sur des programmes faciles de substitution des importations mettant en jeu des pièces et composants de biens de consommation durables à forte intensité de capital destinés à être montés ou des biens d'équipement pour la production de biens de consommation;

- Dépendance extrême vis-à-vis de facteurs de production importés de pays développés dont les plus évidents sont les suivants: matières premières et produits intermédiaires, énergie, chefs d'entreprise, cadres et agents professionnels, pièces détachées, accessoires et outils et services;

- Absence de certains éléments nécessaires à toute installation technique (fonderie, forge, traitement thermique, usinage, atelier de réparation, galvanisation, phosphatation et placage, etc., réparation et maintenance). Sans ces éléments, la production locale de pièces, composants, accessoires et outils ne peut se développer;

- Insuffisance notoire des structures d'appui, notamment absence de coopération interministérielle, réforme inachevée du secteur public et dépendance accrue vis-à-vis des firmes privées étrangères et des sociétés transnationales, concertation insuffisante avec le secteur privé.

b) Insuffisance des stratégies, politiques et plans industriels et inefficacité des infrastructures institutionnelles

163. On constate une absence de politiques appropriées et de mécanismes institutionnels efficaces propres à promouvoir l'industrialisation, qui permettraient notamment de pallier les faiblesses et les contraintes évoquées plus haut à la section a). On citera en particulier la contribution insuffisante du secteur privé et du secteur informel à l'industrialisation et la faiblesse des mécanismes de suivi des activités s'inscrivant dans le prolongement des projets.

c) Pas d'engagement politique en faveur du marché, pas de mise en commun des ressources au niveau sous-régional et pas de projets multinationaux

d) Carence des principaux facteurs de production

i) Ressources humaines:

- Pénurie de main d'oeuvre industrielle qualifiée en mesure d'assurer toutes les phases des projets et programmes, de la conception à l'exécution;

- Manque de dirigeants d'entreprises;
- Pénurie de cadres et de techniciens;
- Absence d'installation de réparation et de maintenance;

- Absence de moyens technologiques, en particulier pour l'évaluation, la mise au point, l'acquisition, l'adaptation et la négociation des technologies.

ii) Ressources naturelles et source d'énergie:

- Absence d'inventaire détaillé du patrimoine naturel des pays ou des sous-régions et méconnaissance des ressources (ressources naturelles, matières premières, sources d'énergie nouvelles et renouvelables);

- Exploitation anarchique des ressources locales;

- Offre insuffisante et aléatoire des matières premières agricoles;

iii) Ressources financières, en particulier devises:

- Baisse des recettes d'exportation;

- Suraugmentation des prix des facteurs de production importés;

- Baisse des investissements industriels;

- Faible rentabilité des investissements;

- Alourdissement de la dette extérieure;

- Taux d'intérêts élevés.

e) Facteurs exogènes

- Ralentissement des flux financiers et de l'assistance technique provenant de sources extérieures;

- Effondrement des prix des exportations africaines sur les marchés internationaux et, par conséquent, dégradation des termes de l'échange de l'Afrique;

- Grave déséquilibre de la balance des paiements;

- Incidence néfaste des activités des sociétés transnationales;

- Incidence néfaste des programmes d'ajustement structurel sur les investissements, en particulier dans le secteur industriel.

164. Les contraintes et problèmes énumérés ci-dessus expliquent les mauvais résultats industriels de l'Afrique dans son ensemble. Il convient de signaler deux problèmes qui ont eu des incidences profondes et néfastes sur les projets et activités exécutés dans le cadre du programme de la Décennie.

165. Le premier de ces problèmes est celui des limitations de la notion même et de la structure des projets d'assistance technique et d'investissement. Outre les problèmes macro-économiques qui ont provoqué de graves difficultés dans chaque branche industrielle, voire dans chaque entreprise, le secteur manufacturier est en crise en raison d'un certain nombre d'autres facteurs. Pendant les premières phases d'industrialisation, les projets étaient souvent fondés sur les hypothèses trop optimistes touchant la progression de la demande sur le marché local, les réserves en matières premières locales, les perspectives d'exportation et la mise en place d'organismes nationaux de soutien. Dans de nombreux cas, les investissements ont été trop complexes sur le plan technologique pour pouvoir être maintenus à long terme sans assistance étrangère massive. Aussi de nombreuses industries naissantes sont-elles restées faibles et financièrement vulnérables. Pour de nombreux projets, l'insuffisance des appuis divers (formation et autres apports essentiels) a eu des incidences tout à fait néfastes sur la productivité. Certaines politiques touchant la fixation des prix, les échanges et l'industrialisation ont, dans de nombreux cas, entraîné une distorsion des marchés et des conditions de production. Dans d'autres cas, en particulier dans l'industrie alimentaire, l'approvisionnement escompté en matières premières s'est révélé insuffisant, irrégulier, voire inexistant. A ce propos, les difficultés perpétuelles du secteur agricole constituent un frein particulièrement redoutable à la relance de la croissance industrielle.

166. Etant donné les nouvelles contraintes qui pèsent sur son développement, il n'est pas surprenant que l'industrie africaine ait du mal à mener à terme son changement structurel. Même si, dans de nombreux pays, on a cessé de mettre l'accent sur le sous-secteur dominant, à savoir l'industrie alimentaire, la part des branches d'activité qui dominent dans d'autres pays en développement - telles l'électronique, le textile et le matériel de transport - est, d'une manière générale, restée très modeste. Les grandes industries de biens d'équipement ou d'exportation sont extrêmement rares en Afrique. Les possibilités de diversification et d'expansion industrielles par l'exploitation de marchés régionaux et la coopération régionale ont été très peu exploitées.

167. Le deuxième problème est celui que pose l'approche projet par projet en vigueur jusqu'à présent pour la conception et l'exécution des projets d'assistance technique et d'investissement. Cette approche est à l'origine de l'absence de coordination entre les projets et d'autres activités menées dans chaque sous-secteur et dans le pays, ainsi que de l'absence de coordination des activités menées dans le cadre de la coopération internationale. Les activités d'assistance technique ont souvent été menées sans que l'on tienne compte des politiques budgétaires, monétaires et économiques des gouvernements et de leurs incidences et répercussions multiples, telles que les besoins financiers, les débouchés et les approvisionnements en matières premières et en biens intermédiaires. Cette approche a souvent produit des projets dont le champ d'application était trop étroit. En privilégiant les problèmes individuels, on a pris le risque de laisser de côté d'autres problèmes. La diversité des activités économiques et le potentiel économique des micro-entreprises n'ont pas toujours été pris en considération. D'où la nécessité d'adopter une approche programmatique intégrée.

168. Les Secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI ont en outre buté sur certains obstacles lorsqu'ils ont entrepris leurs activités d'appui au programme de La DDIA. On citera a) l'insuffisance des ressources financières par rapport aux besoins croissants des Etats membres des organisations sous-régionales, et b) l'absence de réaction des Etats membres aux demandes des secrétariats qui souhaitent disposer d'informations et de données sur l'exécution du programme de La DDIA. Les organisations sous-régionales se sont heurtées aux mêmes difficultés.

SECTION IV

PROPOSITIONS TENDANT A ACCELERER L'APPLICATION

DU PROGRAMME DE La DDIA

169. A la lumière de l'expérience accumulée dans les années 80 et des principales contraintes exposées à la Section III, on arrive irrémédiablement à la conclusion qu'au terme de la première DDIA les gouvernements africains et les organisations sous-régionales doivent prendre des mesures radicales et adopter de nouvelles approches en vue d'industrialiser rapidement le continent. On s'efforcera d'abord de remédier à certaines difficultés rencontrées lors de la préparation de la deuxième DDIA. A cette fin, il convient de souligner que l'adoption d'un nombre élevé de résolutions ne suffit pas à produire les résultats escomptés. Il faut aussi que se manifestent une forte volonté politique et un

engagement qui devront se traduire par des mesures concrètes. On trouvera ci-après un ensemble de propositions à soumettre aux gouvernements et organisations africains.

a) Stratégies, politiques et plans industriels

- i) Accorder le rang de priorité le plus élevé à l'industrie et, en particulier, aux branches d'activité qui favorisent la production alimentaire et le développement agricoles;
- ii) Donner une expression concrète à la priorité accordée à l'industrie, en particulier en tranchant la question de l'allocation des ressources, en négociant avec les investisseurs locaux et étrangers, les pays donateurs et les établissements financiers, ainsi qu'en planifiant le développement d'autres secteurs;
- iii) Abandonner l'approche traditionnelle projet par projet au profit d'une approche programmatique intégrée. Cette dernière approche suppose que soit posé un diagnostic complet du secteur industriel, y compris du couplage avec d'autres secteurs en particulier l'agriculture, le transport et les télécommunications, l'énergie et l'environnement, ainsi qu'avec les secteurs d'appui, notamment la mise en valeur des ressources humaines, la technologie, les infrastructures d'appui et le financement. Cela suppose en outre l'élaboration de stratégies sous-sectorielles industrielles appropriées, la définition et le calcul des coûts d'un ensemble de projets connexes d'investissement et d'assistance technique et la définition d'un train de mesures s'y rapportant;
- iv) Elaborer un ensemble cohérent de programmes industriels sous-sectoriels fondés sur l'approche programmatique et débouchant sur un programme fondamental pour la deuxième DDIA;
- v) Mobiliser des financements pour ce programme auprès de diverses sources, notamment les CIP et autres donateurs et établissements financiers multilatéraux et bilatéraux, ainsi que les investisseurs locaux et étrangers;

vi) Veiller à coordonner suffisamment les politiques sectorielles nationales avec celles des établissements d'appui correspondant, et assurer la coopération voulue entre les divers organismes d'aide au développement;

vii) Engager les activités suivantes:

1. Evaluation sans complaisance des résultats et politiques en matière d'industrialisation

Il faut avant tout, ce qui exige à la fois intégrité et courage, que chaque pays entreprenne une évaluation sans complaisance et honnête de son industrialisation au cours de la dernière décennie. L'évaluation à mi-parcours de La DDIA qu'a faite le groupe d'experts indépendants couvrait le continent dans son ensemble et était, à ce titre, un peu trop générale. La situation propre à chaque pays doit être examinée et étudiée (on notera que les rapports par pays établis par l'équipe d'évaluation peuvent être utiles en tant que documents de base).

Cette évaluation devra porter notamment sur les aspects suivants:

- Le bilan de l'industrialisation ou de la désindustrialisation par pays ou par sous-région en 1990 par rapport à 1981; la tendance du produit intérieur brut; le revenu par habitant; la production industrielles les nouveaux investissements; l'utilisation des capacités; la productivité; les exportations de produits industriels; les ressources humaines et les moyens techniques; la coopération sous-régionale;
- Les politiques et stratégies industrielles exécutées à ce jour. Cela nécessitera en particulier que l'on procède à l'examen du rôle de l'Etat, du secteur privé, des investissements étrangers et des diverses mesures qui s'y rattachent (d'ordre budgétaire et monétaire, code d'investissement, droit commercial, etc.)

170. Cette évaluation devra être opérée localement sur une base multisectorielle et faire intervenir les responsables politiques, les administrateurs, les chefs d'entreprise, les banques, le secteur privé, les bureaux d'étude, les distributeurs et les universitaires. Elle constitue une base de départ pour la

prochaine activité, à savoir la préparation d'un plan de développement industriel national pour la deuxième décennie.

171. A cette fin, on propose un nouvel instrument: la gestion stratégique du secteur industriel, qui suppose un processus coordonné de concertation entre tous les agents économiques du secteur industriel et de ses sous-secteurs et de leur environnement respectif, qui traite les problèmes au niveau organisationnel, ainsi que sur le plan technique, qui suppose l'abandon de la notion traditionnelle de plan consistant en un ensemble plus ou moins rigide de projets distincts et le recours à une approche programmatique intégrée, et qui permet à tous les intervenants du secteur industriel et de son environnement d'élaborer dans le cadre de tables rondes des stratégies sectorielles et sous-sectorielles et des plans d'action (en particulier des mesures de restructuration industrielle et des mesures d'appui), compte dûment tenu i) des ressources réelles du secteur, ii) des objectifs fixés pour son développement et iii) de l'évolution du cadre extérieur.

2. Besoins financiers et mobilisation des ressources financières

172. Il ressort de l'analyse des résultats de La DDIA que le principal obstacle à l'accélération de l'industrialisation des pays africains pendant les années 80 était l'absence ou l'insuffisance des moyens financiers consacrés à l'investissement industriel, ce qui sous-entendait une insuffisance des moyens permettant la mobilisation de fonds, une mauvaise gestion économique et des moyens insuffisants pour l'identification de projets financièrement viables et la réalisation des études de pré-investissement connexes.

173. Tout devra être mis en oeuvre pour stimuler l'investissement local et attirer les capitaux étrangers. A ce propos, un réexamen des codes d'investissement et des contraintes qu'ils imposent aux investisseurs étrangers devra être opéré en priorité.

174. La mobilisation des fonds fait partie intégrante de l'élaboration du plan de développement industriel des années 90.

3. Portefeuilles d'investissement

175. L'une des principales recommandations de La DDIA était que chaque pays devrait établir un portefeuille de projets d'investissement industriel, en tenant compte plus particulièrement de la nécessité de développer le secteur moteur et de stimuler l'exploitation de facteurs industriels locaux. Cette recommandation n'a toujours pas trouvé d'expression concrète dans la plupart des pays africains. Un portefeuille bien structuré susceptible d'intéresser les investisseurs ou les donateurs doit s'appuyer sur les éléments solides que constituent

le patrimoine national, les capacités nationales, les marchés nationaux et, avant toute chose, les aspirations nationales.

176. A cette fin, il faut réaliser des études de faisabilité et établir des rapports de projet examinant tous les aspects des investissements envisagés: la technologie, les matières premières, les ressources humaines, les marchés et la viabilité financière. Les retombées sociales doivent aussi être examinées. Les pays doivent mettre en place des moyens autorisant la réalisation de ces études de faisabilité. Dans l'intervalle, on recourra à une assistance extérieure.

4. Régénération des entreprises industrielles

177. Le secteur manufacturier revêt une importance cruciale pour le redressement et la relance de l'économie africaine. L'Afrique doit impérativement et de toute urgence remettre en état celles de ses industries qui, bien qu'en crise, sont viables, en engageant un processus général de revitalisation des structures industrielles et de prospection de nouvelles sources de croissance.

178. Les entreprises manufacturières devraient être étudiées dans leur environnement économique. Les analyses diagnostiques et les programmes de réhabilitation devraient couvrir toute la gamme des questions techniques et des problèmes de gestion au niveau des entreprises, ainsi que les questions financières, commerciales et structurelles au niveau des branches d'activités et au niveau macro-économique. L'approche adoptée pour couvrir tous ces domaines serait une approche commençant par le sommet pour descendre ensuite jusqu'à la base. On commencerait par un examen au niveau macro-économique, puis on aborderait chaque secteur, chaque sous-secteur et chaque branche d'activité pour finalement arriver au niveau des entreprises.

179. Dans le cadre d'une telle approche, on s'attachera tout d'abord à recenser des entreprises répondant à un certain nombre de critères précis, afin d'utiliser au mieux les maigres ressources en devises et les autres investissements, pour y renforcer la production et y améliorer les résultats, et pour avoir ainsi un impact maximum sur la croissance globale. La réhabilitation industrielle pourra aussi aboutir à la décision de fermer certaines usines dans le cadre des efforts visant à mettre en place une structure industrielle dont les perspectives de croissance seraient plus assurées.

180. Il faudra ensuite associer le processus de réhabilitation des entreprises à un programme de restructuration du secteur industriel dans son ensemble afin de garantir la croissance, l'intégration économique locale et/ou la mise en place d'industries et services d'appui. Un tel programme suppose que

l'on investisse dans de nouvelles capacités dans l'industrie, dans les infrastructures, dans les services et dans le secteur primaire. Il faudra enfin ajuster les orientations et les structures administratives de manière à mieux appuyer les efforts locaux et internationaux visant à réaliser l'objectif de régénération industrielle.

181. Il faudra élaborer un programme de réhabilitation en vue de relancer les entreprises industrielles en crise, en particulier dans le secteur public. On propose que les ministères de l'industrie créent des services chargés de réaliser les études diagnostiques et de proposer des mesures correctives. Cela suppose en outre la privatisation des entreprises du secteur public dont la réhabilitation avec les seuls moyens dont dispose l'Etat est impossible.

5. Programme de développement des capacités d'entretien et de réparation

182. Pour le programme de réhabilitation, il serait nécessaire d'étudier comment se pratique l'entretien et de fixer des échéanciers d'entretien préventif, en particulier pour les entreprises du secteur public. Il faudrait définir un programme de développement des services d'entretien et de réparation dont le Ministère de l'industrie coordonnerait la mise en oeuvre et notamment la rédaction de manuels d'entretien.

183. Il conviendrait de chercher si la production de pièces détachées dans le pays est possible. L'expérience en cours en Ouganda est intéressante à cet égard. On fait actuellement l'inventaire d'une part, des besoins réels des industries en pièces détachées et, d'autre part, des petits ateliers, forges, fonderies et ateliers de mécanique. Il faut espérer qu'une coordination entre les premiers et les seconds sera possible. D'égal intérêt, il y a le projet plus ambitieux entrepris en Ethiopie pour créer une usine de pièces détachées avec l'assistance technique de l'Italie.

6. Dynamisation des agents de production et de distribution

184. L'efficacité des politiques, des stratégies et des plans est conditionnée par l'efficience et la capacité de réaction des agents de l'économie, qu'il s'agisse des entreprises publiques, des entreprises privées, du secteur de la petite entreprise ou du secteur non structuré. D'où la nécessité de mettre à leur disposition toute la gamme des facteurs de production requis et un environnement sectoriel et macro-économique qui leur soit favorable et qui les stimule. Les mesures à envisager sont notamment les suivantes:

- a) Assurer un meilleur environnement aux dirigeants des entreprises et autres agents économiques grâce à une politique et des ensembles institutionnels appropriés

185. Les éléments qui limitent le plus le développement industriel accéléré des pays africains sont non seulement le manque d'entrepreneurs et de ressources financières, mais surtout les faiblesses du contexte directif, lesquelles font obstacle à un investissement efficace et aux facteurs dont il s'accompagne (capitaux, technologie, développement des compétences techniques, emploi, etc.)

186. Les mesures visant à résoudre le problème sont à prendre à différents niveaux depuis les mesures institutionnelles et concrètes, et le rôle des entreprises publiques et des sociétés transnationales jusqu'à la production locale de facteurs de production. Les mesures suggérées ci-après devraient être complétées par des ajustements des politiques et des structures, ainsi que par des mesures internationales.

- i) Identification des secteurs industriels moteurs et de leurs interconnexions et création d'une capacité nationale en vue de la planification et de la conception de leur développement;
- ii) Constitution d'une base de données et d'informations essentielles pour la restructuration de l'économie nationale. Il s'agira notamment de mener des enquêtes sur les recettes et les dépenses au niveau national, de dresser des inventaires des facteurs de production insuffisants, de définir les tendances de la production industrielle, de déterminer la balance des paiements dans le secteur des services, de rassembler des données, VAM en particulier, en ce qui concerne les industries motrices. Les données détenues par les enquêtes nationales ont une importance capitale pour l'élaboration des politiques relatives au développement des marchés nationaux et extérieurs ainsi que pour la planification des interconnexions.
- iii) Amélioration du professionnalisme et du sens des responsabilités des ministères et offices impliqués dans le processus d'industrialisation, par exemple ceux qui s'occupent de l'industrie, de la

planification, de l'agriculture, de l'enseignement, des transports et des communications, de la main-d'oeuvre, des ressources naturelles et des finances, et ainsi que les banques et sociétés de développement et les institutions génératrices de services d'appui. Tout aussi importants seront les efforts pour obliger lesdits ministères et offices à coopérer ensemble dans l'intérêt supérieur de la nation;

iv) Amélioration du professionnalisme, du sens des responsabilités de la liberté novatrice, etc., des entreprises locales publiques et privées et des organismes de recherche et développement;

v) Réexamen des concepts de coopération économique et des arrangements institutionnels. Les arrangements en matière de coopération économique devraient donner une haute priorité au développement de la production et du commerce des matières premières, des produits intermédiaires et des biens d'équipement qui servant par exemple dans les domaines des transports et des communications, de l'agriculture, de l'eau, de l'exploitation des ressources minières et autres ressources naturelles, de l'énergie, de la construction et du bâtiment et particulièrement de la production conjointe de pièces normalisées;

vi) Réglementation du rôle (participation et influence) des entreprises privées étrangères et efforts en vue de la création d'entreprises multinationales africaines;

vii) Révision des politiques, des priorités, des critères, des mécanismes de contrôle en matière d'allocation des ressources pour les importations de facteurs de production. Il faudrait par exemple décider si la production locale de gin doit avoir la priorité sur la production locale de pièces détachées, d'engrais et de machines agricoles.

b) Entreprises publiques et sociétés transnationales (STNs)

187. Il faudra adopter des mesures pour améliorer l'efficacité des entreprises publiques et redéfinir leurs critères de performance ou alors on se heurtera au problème de la dépendance des sociétés transnationales étrangères. Les critères de performance pourraient correspondre aux activités suivantes: aide à la création d'une main-d'oeuvre qualifiée; établissement de relations intrasectorielles ou intersectorielles essentielles; contribution de poids à la recherche et au développement; participation au développement, à l'organisation et à l'assistance pour les petites et les moyennes entreprises autochtones dans leur secteur ou leur sous-secteur.

188. En ce qui concerne les sociétés transnationales, les responsables des politiques et les planificateurs devraient déterminer:

- i) Le rôle réellement attendu des entreprises étrangères et particulièrement des STNs;
 - ii) La période durant laquelle ils entendent confier aux STNs étrangères des rôles cruciaux spécifiques dans le processus de la transformation des structures, par exemple pour le développement de l'offre de facteurs de production locaux en vue de satisfaire les besoins nationaux;
 - iii) Les entreprises appelées selon eux à succéder aux STNs étrangères ou à les remplacer et les mesures qu'ils prendront pour établir lesdites entreprises.
- c) Production locale de facteurs de production

189. Il faudrait que les mesures à prendre visent en priorité à susciter l'émergence d'entrepreneurs et de gestionnaires; à développer une main-d'oeuvre chargée des achats de fournitures de la production et de la distribution; qu'elles accordent la priorité aux matières premières et intermédiaires complémentaires et notamment à l'énergie; aux matériels, pièces détachées, outils et instruments; aux technologies (pas incarnées par des personnes ou des équipements); aux infrastructures physiques et institutionnelles; aux services; à la coopération intra-africaine; à l'expansion des marchés intérieurs et multinationaux.

190. Il faut penser à accélérer sur une base nationale, sous-régionale ou régionale, la production de facteurs de production locaux. Ces facteurs de production seront à envisager

principalement en termes des projets moteurs et des systèmes d'interconnexions s'y rapportant.

d) Ressources humaines

191. Les ressources humaines constituent le premier, le plus grand et le plus crucial des facteurs de production. L'attention est appelée sur plusieurs sous-groupes.

i) Responsables des politiques et planificateurs et autres acteurs principaux

Mesures visant à valoriser la capacité de définition des politiques et de prise de décision, il s'agirait notamment d'organiser des cours audiovisuels intensifs et des voyages d'études très spécifiques pour familiariser les intéressés avec des aspects comme la physiologie de la production industrielle (notamment les industries motrices et leurs interconnexions), les fournitures de facteurs de production, les achats, la commercialisation et la distribution et les services d'appui. Les planificateurs en particulier doivent être informés des nouvelles techniques, idées et approches;

ii) Chefs d'entreprise

La constitution d'une réserve locale d'entrepreneurs est essentielle si l'on veut réduire la dépendance excessive des pays africains à l'égard de l'extérieur en ce qui concerne cette importante classe industrielle. Même dans le cas d'un petit pays assez bien pourvu en ressources naturelles, il est à peu près certain qu'il doit y avoir beaucoup de dizaines de milliers de chefs d'entreprises industrielles. Entreprises d'Etat qui s'occupent des ressources naturelles et des matières premières industrielles, sous-traitants producteurs de pièces et éléments de véhicules ou de machines, petites entreprises qui produisent par exemple des outils, des instruments, des clous, des vis, des écrous, des courroies et de petits générateurs. Il est certes possible d'inciter quelques centaines ou même milliers d'étrangers à assumer la responsabilité des entreprises

mais la réussite dépendra des chefs d'entreprise locaux dans beaucoup de secteurs et d'endroits. Il serait nécessaire d'adopter des mesures spéciales et des programmes appropriés pour les encourager;

iii) Gestion

Dans les mesures requises pour faciliter la constitution d'une réserve de cadres de gestion, on prévoierait d'améliorer le programme et les structures servant à l'enseignement et à la formation de ces cadres en tenant pleinement compte des réalités africaines. Ce point est important car il arrive souvent que la relation entre la gestion et l'histoire, la culture et la technologie (matérielle et sociale) ne soit pas pleinement comprise. Dans la plupart des pays africains, les programmes existants restent fondés sur des modèles étrangers.

f) Services

Il est urgent que les gouvernements africains procèdent aux opérations suivantes:

- i) Révision des tendances concernant le volume et la composition des importations de services;
- ii) Organisation de consultations avec des entreprises publiques et certaines entreprises privées étrangères et nationales sur leurs besoins et sur leur expérience des services d'experts-consultants en ce qui concerne en particulier l'exécution de projets moteurs d'interconnexion;
- iii) L'organisation de consultations avec les organisations-conseils locales sur les méthodes qu'elles utilisent pour répondre à ces besoins et sur leur rôle à cet égard;
- iv) La mobilisation de la coopération d'autres pays du tiers monde (particulièrement des pays dont l'industrialisation est récente) pour la fourniture de services de consultations et la formation de spécialistes locaux en matière de consultation;

- v) L'examen de mesures visant à trouver des solutions de rechange locales et multinationales pour d'autres services importés, autres que les services de consultations.

g) Matières premières et matières intermédiaires

192. Les mesures que les responsables des politiques et les planificateurs africains devront nécessairement prendre sont notamment les suivantes:

- i) Formulation de politiques et de programmes relatifs à la production, au commerce et à l'achat de matières premières et de matières intermédiaires;
- ii) Etablissement d'une carte industrielle de l'Afrique aux niveaux national et sous-régional, si imparfaite qu'elle soit, qui fournirait des informations de base sur les possibilités d'accroître les complémentarités à cet égard grâce à la production et aux échanges;
- iii) Etablissement de groupes de travail bilatéraux et ou multilatéraux chargés d'examiner si une production, des transports et les échanges peuvent être organisés en commun grâce à des accords de troc ou autres que nécessitent l'utilisation d'un minimum de devises internationales.

g. Coopération intra-africaine

193. Il est urgent que les gouvernements africains affectent des ressources financières et humaines à l'intensification de la coopération industrielle intra-africaine dans le cadre de la DDIA, spécialement pour le développement des industries motrices stratégiques, afin de couvrir les besoins des économies d'une sous-région ou d'un groupe de pays. Il faudrait pour cela établir des entreprises multinationales africaines et des centres d'échanges dans les sous-secteurs industriels moteurs qui ont une importance stratégique et sont prioritaires. Il est apparemment nécessaire pour cela de formuler des directives qui revêtent la forme d'un "cadre modèle" à suivre pour établir ces entreprises multinationales et sociétés commerciales.

194. En liaison avec ce qui précède, le Fonds africain de développement industriel devrait être renforcé. Ce Fonds devrait

servir non seulement au financement des études préalables aux investissements mais aussi fournir des crédits et des garanties, en particulier pour les projets multinationaux. Il devrait aussi aider à renforcer les efforts entrepris au niveau national, par la création de banque de développement industriel, et au niveau régional et sous-régional, par le moyen de la Banque africaine de développement et de banques de développement sous-régional.

h. Ajustements des politiques et des structures

195. Il serait nécessaires que les responsables des prises de décisions s'occupent d'apporter des ajustements aux politiques et aux structures économiques en particulier en ce qui concerne:

- a) Les allocations des ressources nationales, afin de donner la priorité à une croissance industrielle des pays africains, en liaison étroite avec les autres secteurs économiques et spécialement ceux de la construction agricole, des transports et des communications et avec les activités de soutien;
- b) La rénovation des projets potentiellement viables et l'amélioration de leur gestion, de leur production, de leur efficacité opérationnelle et de leur rentabilité et notamment le réajustement des arrangements contractuels originels (spécialement des arrangements financiers et concernant la gestion) ainsi que l'ouverture de nouveaux marchés pour leurs produits et la découverte de nouvelles sources d'approvisionnement en matières premières, spécialement à partir des ressources locales;
- c) Les procédures nationales d'achat de fournitures, le but étant d'harmoniser les pratiques existantes et de renforcer les arrangements en vigueur au niveau régional ou sous-régional et notamment les négociations conjointes, l'importation et la répartition des principales marchandises industrielles et autres;
- d) Les critères d'identification des besoins africains de devises étrangères à cours et à moyen terme, et notamment des investissements étrangers essentiels et les besoins de devises de l'industrie;

- e) Une détermination et une planification plus efficace des besoins de devises étrangères des pays pour les produits industriels essentiels, le but étant de réduire les gaspillages. Il s'agirait notamment de faire des propositions en vue de l'obtention des devises étrangères et investissements essentiels et de la réduction de la dette extérieure par le moyen de négociations internationales, la substitution de produits nationaux aux facteurs de production importés et par l'amélioration de la gestion d'économie.

i) Mesures au niveau international

196. Il est nécessaire de prendre des mesures concernant les politiques à appliquer et les activités de fonctionnement pour réajuster le schéma et la structure des investissements extérieurs et des flux de l'ADP dans l'économie nationale. Il convient de faire le maximum pour que ces ressources soient dirigées sur les projets qui contribueraient à la production locale de facteurs de production industrielle et aideraient ainsi à réduire la dépendance et la dette nationale à l'égard de l'étranger.

197. A cet égard, des arrangements en vigueur devraient être renforcés et il conviendrait d'en contracter de nouveaux en vue d'une utilisation plus efficace des principales formes de financement industriel c'est-à-dire des octrois et prêts de fonds multilatéraux, des octrois et prêts de fonds bilatéraux, des prêts des banques commerciales, des investissements étrangers directs et du crédit au commerce. De telles mesures contribueraient à renverser progressivement la situation actuelle caractérisée par le fait qu'un certain nombre de projets industriels représentent une ponction permanente sur des ressources médiocres en devises étrangères.

PARTIE II

ACTIVITES ENTREPRISES EN VUE DE LA PREPARATION

DE LA DEUXIEME DDIA

198. La Sixième Réunion de la Conférence des Ministres africains de l'industrie qui s'est tenue à Addis Abéba en Novembre 1981 a recommandé lors de l'approbation du Programme de la Décennie qu'un examen interimaire à mi-parcours soit entrepris en 1987.

199. La Huitième Réunion de la Conférence qui a eu lieu à Bujumbura en république de Burundi en Septembre 1986 a réitéré la proposition concernant l'examen à mi-parcours et souligné qu'il devrait s'agir d'une évaluation indépendante. La Conférence a également recommandé la proclamation d'une deuxième Décennie pour accélérer l'industrialisation de l'Afrique lancée au cours de la première Décennie.

200. Une équipe d'experts indépendante s'est mise à l'ouvrage en Août 1988 et a présenté en mars 1989 son rapport sur l'évaluation indépendante à mi-parcours de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA) et la proclamation de la deuxième DDIA. Ce rapport a été examiné en même temps que les observations des Secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI et il a été approuvé par la Neuvième Réunion de la Conférence des Ministres africains de l'industrie tenue à Harare, au Zimbabwe, du 29 Mai au 1er Juin 1989. La Conférence a adopté la résolution 2.(IX) demandant à l'Assemblée générale des Nations unies de proclamer une deuxième DDIA. Ce faisant, la Conférence s'est inspirée des demandes antérieures de divers organes directeurs de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI. Dans cette résolution, la Conférence a également demandé aux Secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI entre autres, a) de préparer, en consultation avec le Groupe de travail d'experts gouvernementaux un cadre pour aider les Etats membres dans l'élaboration de leurs programmes nationaux pour la deuxième DDIA et b) d'entreprendre, en collaboration avec les Etats membres, les organisations africaines et les institutions des Nations Unies compétentes, l'élaboration d'un avant-projet de programme pour la deuxième DDIA. La Conférence a établi un calendrier pour la préparation et l'adoption d'un programme pour la deuxième DDIA par les pays africains et les organisations sous-régionales au cours du second semestre de 1990. Cet avant-projet devrait être examiné par la réunion du Groupe de travail d'experts gouvernementaux avant d'être présenté à la Réunion de la dixième Conférence des Ministres africains de l'industrie qui doit avoir lieu au deuxième trimestre de 1991.

201. La question de la deuxième DDIA a également été soulevée dans les résolutions AHG. Res. 150(XXV) de l'Assemblée des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine en date du 26 Juillet 1989 et 1989/115 du Conseil économique et social en date du 28 Juillet 1989 sur la proclamation d'une deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique.

202. A sa cinquième session tenue en Juillet 1989, le Conseil du développement industriel a adopté la décision IDB.5/Dec. 7 recommandant à la Conférence générale tenue du 20 au 24 Novembre 1989 d'approuver la deuxième DDIA. Approuvant la décision du conseil du développement industriel, la Conférence générale a

demandé à l'Assemblée générale dans sa résolution GC. 3/10 du 23 Novembre de proclamer une deuxième DDIA.

203. Après que le Rapport du Secrétariat général sur les préparatifs de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (1991-2000) ait été examinés à sa 44ème session par l'Assemblée générale, celle-ci a adopté la résolution 44/237 du 22 Décembre 1989 (relative au rapport A/44/832.Add.1) par laquelle elle proclamait la période 1991-2000 deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et le 20 Novembre, Journée de l'industrialisation de l'Afrique.

204. Les Secrétariats de la CEA et de l'ONUDI ont organisé avec la participation de l'OUA des consultations sur les préparatifs de la deuxième DDIA et ils ont calculé qu'ils nécessiteraient 1 345 800 dollars. L'ONU leur a affecté 461.900 dollars et le solde, soit 883 900 dollars, constituera une contribution de l'ONUDI prélevée sur les 8,6 millions de dollars alloués par l'ONUDI au programme spécial pour l'Afrique pour la période biennale 1990-1991. Ces ressources doivent servir à aider les pays et les organisations sous-régionales d'Afrique à élaborer leurs programmes nationaux et sous-régionaux.

205. Comme était demandé dans le calendrier arrêté dans la résolution 2(IX) de la Neuvième Réunion de la Conférence des Ministres africains de l'industrie, les Secrétariats de l'OUA de la CEA et de l'ONUDI ont préparé un canevas en vue d'aider les gouvernements et les organisations d'Afrique dans l'élaboration de leurs programmes pour la deuxième DDIA. Des efforts ont été faits pour accélérer les consultations entre Etats membres en vue de la fixation définitive de la composition du Groupe de travail d'experts gouvernementaux.